31 Mai 1946 — HEBDO

« PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS »

N° 125 — Prix : 4 francs

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

POUR
Du pain !
Un salaire vital !

POUR
Chasser le M. R. P.

VOTEZ PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

ALLOCUTION

prononcée à la radio par le camarade Bleibtreu

Secrétaire général du Parti communiste internationaliste

Le parti communiste internationaliste, section française de la IVe Internationale, ne dispose que d'une seule émission de cinq minutes.

C'est qu'il appelle les choses par leur nom et dit les vérités que tous les partis s'accordent à cacher.

La première de ces vérités, c'est que le blocage rigoureux des salaires et la hausse continuelle du coût de la vie ont amputé des deux tiers depuis 1939 le pouvoir d'achat des travailleurs.

La deuxième de ces vérités, c'est que le ravitaillement des travailleurs, des petites gens, des familles ouvrières est plus précaire que jamais et qu'il en sera ainsi tant que notre pain quotidien dépendra des intermédiaires capitalistes, des chevillards, des mandataires, du trust de la meunerie, des margoulins qui spéculent sur notre faim.

La troisième de ces vérités, c'est que, malgré les efforts et les sacrifices des travailleurs, la ménagère ne trouve sur le marché aucun des objets de première nécessité.

Comment pourrait-il en être autrement, lorsque les trusts font toujours la loi au gouvernement, lorsque les nationalisations se font au service des capitalistes, épargnant les branches qui procurent de gros profits, indemnisant grassement les actionnaires, leur assurant des dividendes plus substantiels que jamais, et maintenant en place les mêmes conseils d'administration ?

Un bilan de faillite !

Voilà ce que nous vaut la collaboration des partis ouvriers avec les partis bourgeois et notamment avec le M.R.P.

La Justice ? C'est l'acquittement des fascistes, c'est l'enterrement des scandales de la D.G.E.R. !

L'Armée ? On avoue publiquement que ses états-majors comprennent 95 à 99 % de réactionnaires et de fascistes, et la Chambre, unanime, y compris les socialistes et les communistes français, vote un budget de plus de 160 milliards pour une telle armée.

Les colonies ? C'est le massacre en mai dernier de milliers et de milliers d'Algériens qui réclament leur liberté. Ce sont les massacres de travailleurs indochinois dont le seul crime est de lutter pour l'indépendance de leur pays.

Voilà encore le bilan du tripartisme.

Et maintenant la réaction relève la tête. Elle compte sur la déception des paysans et des ménagères, sur celle des vieux travailleurs qui attendent encore une retraite décente, sur l'amertume des fonctionnaires dont on a refusé de revaloriser les traitements et dont on a brisé la grève.

Et voilà que réapparaissent avec le P.R.L. les anciens Croix-de-Feu de de La Rocque. Et voilà le général de Gaulle qui fait, en Vendée, l'apologie de l'Etat fort, tout comme Pétain ! Et voilà les calomnies anticommunistes qui redoublent.

Travailleurs et travailleuses, il faut déjouer les plans de la bourgeoisie. Pour cela il faut rompre avec ces agents M.R.P. et radicaux. Il faut lutter pour *un salaire minimum vital*. Il faut lutter pour *l'échelle mobile des salaires* qui, seule, garantira le niveau de vie des travailleurs.

Il faut *exproprier* les trusts, les industries-clefs et les banques.

Il faut que les délégués ouvriers aux Comités d'entreprise se fassent ouvrir les livres du patron, qu'ils *contrôlent la production* et l'orientation vers des œuvres de paix et de première nécessité.

Il faut réorganiser la production selon *un plan établi par la C.G.T.*

Il faut faire rendre gorge aux affameurs, en instaurant le *contrôle populaire du ravitaillement*.

Il y a sept mois, pour la première fois dans l'histoire de France, *dix millions de travailleurs* ont donné aux partis ouvriers *une majorité absolue* pour qu'ils fassent du neuf. Ces partis ont trahi leur confiance en gouvernant avec les agents des trusts.

Il faut les contraindre à prendre leurs responsabilités dans un gouvernement du parti socialiste, du parti communiste français et de la C.G.T..

Il faut que ce gouvernement s'appuie sur les travailleurs et reste sous le *contrôle* permanent des masses populaires.

Mais, dira-t-on, n'est-ce pas là ouvrir la voie à la révolution sociale et à la dictature du prolétariat ? En effet. Notre parti reprend à son compte le message que lançait au monde, il y a cent ans, le manifeste communiste : « Les communistes se s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs buts. Ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le renversement violent de tout l'ordre social actuel. Que les classes régnantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaines. Ils ont un monde à y gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous, c'est ce message que le parti communiste internationaliste entend porter au parlement de la bourgeoisie. Car il n'y a pas d'autre voie que l'organisation internationale de la production pour empêcher l'Europe de sombrer dans la famine et dans la dictature.

Par delà les ruines et les haines chauvines accumulées par la guerre impérialiste qui a tué cinquante millions d'hommes, les travailleurs de France comprendront qu'on ne peut épargner à l'humanité les horreurs de l'extermination par la guerre atomique que par *les Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe et du monde.*

La lutte pour la paix, c'est notre lutte de tous les jours, celle de l'ouvrier à l'usine pour ses revendications, celle de la ménagère pour le pain de ses gosses, celle de tous les travailleurs contre le capitalisme !

Le 2 juin, vous voterez pour le parti communiste internationaliste. Par là vous exprimerez votre volonté :

UN SALAIRE VITAL !

DU PAIN !

A LA PORTE LE M.R.P. !

Une vue de la manifestation devant le Mur des Fédérés, dimanche 26 mai.

Comment résoudre la crise du pain ?

Politique de mendicité à l'extérieur ? ou de l'audace à l'intérieur contre les affameurs ?

Nous avons montré la semaine dernière, avec des chiffres à l'appui, que les margoulins de la meunerie, les rois de notre pain quotidien avaient subtilisé des MILLIONS DE QUINTAUX DE FARINE grâce au contrôle incontrôlé qu'ils exercent sur le « circuit commercial » qui va du producteur jusqu'au boulanger.

Sur une récolte sous-évaluée à 43 millions de quintaux de blé, 25 millions de quintaux seulement sont arrivés aux centres de stockage.

A présent le seul espoir de nos gouvernants c'est de combler le trou jusqu'en août 1946, grâce seulement aux importations...

Des chiffres oubliés

En avril dernier, M. Longchambon avait déclaré que pour réaliser la soudure, la France avait besoin d'au moins

3.200.000 *quintaux de blé d'importation*

pour chacun des mois avril, mai, juin, et de

1.700.000 *quintaux pour juillet.*

Or, les arrivages de toute source, y compris l'U.R.S.S., n'ont donné :

en mars, que 1.630.000 quintaux;
en avril, que 2.540.000 quintaux;
en mai, ...on « attendait » 1.600.000.

(Lire la suite en page 4.)

NOS CANDIDATS

Nous publions cette semaine seulement la suite des biographies de nos candidats, commencées dans le numéro précédent de La Vérité.

PARIS 1er SECTEUR

DEMAZIERE Albert, fonctionnaire temporaire.
BEAUFRERE Marcel, journaliste.
MARGNE Charles, postier.
GALETTI Pierre, cheminot.
LAFIEVRE Henri, postier.
ALLINE Maurice, métallurgiste.
KANN Madeleine, dame téléphoniste à la radio.
GALLIENNE Jacques, instituteur.
USCLAT Marguerite, institutrice.
SAUJET Edith, employée aux P.T.T.

BEAUFRERE (LIBER) Marcel trente et un ans, journaliste. A l'âge de quinze ans, il entre aux jeunesses socialistes. Adhère en 1936 à notre mouvement. Poursuivi en 1938 pour s'être élevé contre la guerre impé-

rialiste. Gérant du journal *Révolution*, secrétaire national des jeunesses socialistes ouvrières et paysannes, il est arrêté le 28 août 1939, révoqué des P. T. T. pour infraction aux décrets Daladier. En septembre 1943, il est envoyé à Brest.

Il y est arrêté le 7 octobre par la Gestapo à la suite de son activité en direction de l'armée allemande. Déporté à Buchenwald le 21 janvier 1944, vembre 1944, F.T.P. (capitaine F.F.I.) Membre de la commission syndicale nationale du P. C. I. 7 rom. 5.6 Muhlemann.

MARGNE Charles, trente-cinq ans, P. T. T. Entre au parti en 1934. De 1931 à 1933 milite à la L. I. C. P. En 1939, membre de la commission centrale de la région parisienne du syndicat des P. T. T. Condamné à cinq ans de prison en 1940. Effectue cinquante-deux mois de prison (février 1940 à novembre 1944). Pendant l'occupation, de juin à no-

KANN Madeleine 37 ans. Téléphoniste. Entre au bre 1939. Responsable de cellule. Parti en septem- Ancienne militante de la S.F.I.O. et du P.S.O.P. A la libération, responsable du Comité de ménagères de Vanves. Secrétaire de section syndicale de la Radiodiffusion française.

ALLINE Maurice 32 ans. Tourneur. Entré au Parti en octobre 1945. Participe à la grève d'avril 1937.

5e SECTEUR

FRANCK Pierre, ingénieur.
HENGER Pierre, métallurgiste.
MASSON Albert, métallurgiste.
RAMBAUD Marcelle, ouvrière métallurgiste.
MANSION Maurice, métallurgiste.
MONIER Roger, métallurgiste.
LESOURD Paul, métallurgiste.
MOSER Roger, métallurgiste.

HENGER Pierre

Ouvrier métallurgiste. Adhère, en 1936, aux J. S., passe ensuite aux J. S. O. P. et, en 1939, à la IVe Internationale. Déporté du S.T.O. en octobre 1942, en Allemagne, où il organise la lutte antifasciste.

MANSION Maurice 26 ans. Ouvrier spécialisé sur machine. Entré au Parti en octobre 1945. De 1942 à 1945, déporté du travail en Allemagne. Membre de la commission exécutive du syndicat.

ISERE

SCHWARTZ Laurent, chargé de cours en faculté.
MARTEL Charles.
FILIATRE Yvonne, secrétaire.
FABRE Henri, interne des hôpitaux.
BOURGET, ouvrier.
RAFFIN Antoine, ouvrier.

SCHWARTZ Laurent trente et un ans, ancien élève de l'école normale supérieure, chargé de cours en faculté, chargé du cours Peccot au Collège de France. Membre de la 4e Internationale depuis 1936. Poursuivi par la police de Vichy, et la Gestapo en 1942 et 1943 pour activité trotskyste. Membre du C.C. illégal de la zone Sud. Elu membre du C.C. au 2e congrès du P. C. I.

FILIATRE Yvonne 37 ans. Secrétaire. Entrée au Parti en 1933. Milite dans la clandestinité. Arrêtée le 6 octobre 1943 par la Gestapo, internée à Fresnes, ensuite déportée le 31 janvier 1944 par Compiègne. Passe à Ravensbruck du 31-1-44 au 23-6-44 (block 13), matricule 27685. Ensuite Hanovre, du 23-6-44 au 4-4-45 (block Usine Continental, ma-

tricule 5512). Ensuite Bergen-Belsen jusqu'à la délivrance.

FINISTERE

LE DEM Alain, artisan bourrelier.
GUIKOVATY Emile, employé.
CALVES André, rédacteur à « La Vérité ».
RONEL Eliane, modiste. Déportée en 1943 à Ravensbruck.
TREVIEN Gérard, charpentier-tôlier.
FAUGLAS Anne-Marie, institutrice.
LEOSTIC Jean, ajusteur.
METAYER Marguerite, employée. Déportée en 1944 à Ravensbruck.
LE BRIS Désiré, ajusteur à la S.N.C.F.

(Lire la suite en 2e page.)

Tous les versements à la souscription doivent être faits au compte courant postal : Demazière 4825-72 Paris.

EDITORIAL

La réhabilitation du sabre et du goupillon

par Jean MARCOUX

LE parti dit Républicain de la Liberté, et qui pourrait mieux s'intituler « Parti du Rassemblement des Ligues fascistes », ne se gêne pas pour présenter, vingt mois après la libération, des listes composées de vichyssois notoires, de collaborateurs et de membres du défunt Parti Social Français.

Dans le Vaucluse, le sinistre Daladier, des décrets-lois de misère et de famine de 1938, ne craint plus, comme en octobre dernier, d'encourir la réprobation violente des électeurs.

Le général de Gaulle, le général des jésuites, ne craint plus de s'exhiber en compagnie de Michel Clemenceau, leader du P.R.L., et de glorifier l'Etat fort dans un discours provocateur prononcé sur la tombe de Georges Clemenceau, l'apprenti dictateur qui a raté sa carrière en 1920.

Francisque Gay et ses punaises de sacristie ne se gênent pas pour claironner, de la Picardie au Nivernais et de Montpellier à Paris, que l'on doit démolir l'école laïque et que, pour remédier aux maux dont souffre le pays, il faut faire appel à l'autorité des soutanes.

Comment tout cela a-t-il été rendu possible vingt mois après la libération pour laquelle tant d'ouvriers ont sacrifié leur vie — croyant qu'elle serait la libération des exploités — et sept mois après les élections du 21 octobre, où les masses laborieuses ont massivement voté pour les partis se réclamant de la classe ouvrière ?

L'explication est fort simple : malgré le fait qu'onze millions d'électeurs se soient prononcés pour les candidats du Parti communiste français et pour les candidats du Parti socialiste, ces deux partis ont décidé de former un gouvernement, d'abord avec de Gaulle et le M.R.P., ensuite avec le M.R.P. seul. Les deux partis se réclamant de la classe ouvrière n'ont pas voulu appliquer une politique audacieuse en faveur du peuple, ils ont préféré les finasseries avec la bourgeoisie et les combines parlementaires.

Que l'on ne nous dise pas que les dirigeants staliniens ont été « entraînés », contre leur volonté, par les dirigeants réformistes dans la politique du tripartisme. Qu'a fait le P.C.F. en octobre et plus tard, en janvier, pour dénoncer effectivement la politique de coalition avec de Gaulle et le M.R.P. ? Qu'a fait le P.C.F. — en faits et non en paroles — pour rompre la coalition avec le Meilleur Rempart des Profiteurs ?

Aujourd'hui il suffit d'énumérer un à un les résultats du tripartisme pour comprendre que les partis ouvriers ont été, comme toujours en de telles circonstances, les dindons (volontaires) de la farce...

⁂

CEPENDANT, dirigeants staliniens et réformistes se refusent encore une fois à regarder la réalité en face.

En eût, si le Parti communiste français attaque à juste titre les pro-fascistes du P.R.L. et démasquent ces ennemis du peuple, la presse stalinienne et l'Humanité en tête se taisent à présent honteusement sur le M.R.P., sur le Meilleur Rempart des Profiteurs. Aux coups de pied insolents de Teitgen, Georges Cogniot se borne à répondre par la phrase lâche et vile : « Nous prenons acte. » Les dirigeants staliniens font le silence sur le rôle du M.R.P. en laissant de cette façon la porte ouverte au tripartisme, quels que soient les résultats des élections.

De son côté, le Parti socialiste réserve ses flèches les plus empoisonnées au Parti communiste français (pas pour ses trahisons à l'égard de la classe ouvrière, mais pour sa « désertion »... de l'armée de Weygand), en même temps qu'il tend une main chaleureuse et amicale au Meilleur Rempart des Profiteurs et à de Gaulle. A tel point que l'Aube M.R.P.iste peut écrire (23-5-46) dans son éditorial : « Mais comment ne pas observer que le programme exposé à Lille par le président du Conseil est moins celui des socialistes que le nôtre ». A tel point encore, que la presse socialiste se glorifie avec un ensemble touchant de rester fidèle à de Gaulle, ce même de Gaulle qui n'a jamais cessé d'être l'idole de toute la réaction.

Chacun à sa façon et dans sa mesure, les deux grands partis se réclamant de la classe ouvrière participent ainsi à la réhabilitation du sabre et du goupillon.

P.C.F. comme P.S. sont ainsi prêts à laisser en selle le tripartisme, à refuser de faire appel au peuple.

⁂

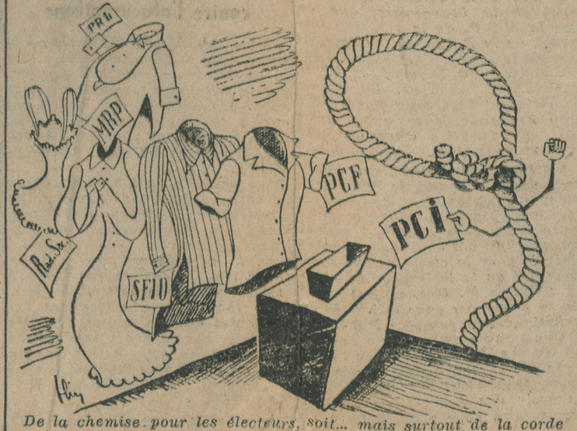
NOTRE Parti Communiste Internationaliste, fort de sa fidélité à la doctrine de Marx, de Lénine et de Trotsky, sera fort demain des voix de tous les travailleurs qui ont compris qu'il faut en finir avec la collaboration de classes et avec les capitulations répétées devant la bourgeoisie.

Cette force sera le coin qui aidera à l'éclatement de la « coalition gouvernementale ».

Cette force sera, à la Constituante comme dans le pays, le meilleur instrument des masses travailleuses pour contraindre les partis ouvriers à rompre la coalition avec la bourgeoisie et pour les obliger à former un gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T., appuyé et contrôlé par le peuple, qui appliquera un programme donnant aux masses laborieuses un salaire vital et du pain !

En votant Parti Communiste Internationaliste partout où il présente des listes aux élections du 2 juin, les masses travailleuses traduiront dans la vie, non seulement la volonté d'obtenir du pain, un salaire vital et un gouvernement ouvrier, mais encore de mettre un point final aux insolentes tentatives de réhabilitation du sabre et du goupillon.

LES CHEMISES ELECTORALES



De la chemise pour les électeurs, soit... mais surtout de la corde pour les exploiteurs

La D. G. E. R. c'est De Gaulle (III)

UN « GRAND REPUBLICAIN »

La collaboration des cagoulards de Londres, de Vichy et de Paris

La Cagoule *s'est divisée en juin 1940 en plusieurs branches. Une branche, avec Deloncle, jouait la carte allemande à Paris en compagnie de Déat. Une autre branche, avec le docteur Ménétrel, bras droit de Pétain, occupait la direction de la police secrète de Vichy. Enfin, Passy et son équipe représentaient la Cagoule à Londres.*

Passy en vint tout naturellement à entrer en liaison suivie avec le docteur Ménétrel. De même il fut établi qu'en 1942 des agents de Passy parachutés en France, et Passy lui-même, entrèrent en contact avec... Eugène Deloncle. Il y eut bien, à un moment donné, paraît-il, une réunion entre les trois branches de la Cagoule pour savoir si, étant donné la défaite finale vraisemblable de l'Allemagne, il n'y avait pas lieu de concentrer tous les éléments de la Cagoule à Londres. Après discussion, il fut décidé de maintenir les forces dispersées tout en coordonnant leur « travail ».

Mais la collaboration des Cagoulards de Londres avec ceux de Vichy et de Paris ne s'arrêtait pas à des parlotes plus ou moins platoniques. En dehors des exécutions dans les caves de Duke Street et d'ailleurs, Passy utilisait un autre moyen, fort élégant, pour se débarrasser de certains résistants « indésirables » parce que contrariant le travail des cagoulards. Lorsque ces « éléments indésirables » pour le B.C.R.A. partaient en mission en France, un message approprié prévenait les services dirigés par Ménétrel de leur venue. Ainsi de nombreux accidents mystérieux arrivèrent en France à des émissaires de Londres.

« Télé-Soir » du 17-5-46 parle à ce propos de « la fin tragique d'Estienne d'Orves, de la mort de Brossolette, puis de celle de Médéric ».

2° Le cas bien connu du colonel Grand-Clément est un cas type qui prouve la collusion existant entre la branche Cagoule de Vichy et celles de Paris et de Londres.

Lorsque la bande de Grand-Clément qui se faisait passer pour résistante était dévoilée comme travaillant en liaison avec la Gestapo pour le « nettoyage » des « rouges » en France, elle fut dénoncée officiellement par la B.B.C. Sur l'ordre de Lyon, le colonel Triangle rechercha Grand-Clément et le trouva. Pris, Grand-Clément n'essaya pas de fuir et déclara avoir agi en accord avec le B.B.R.A. de Londres. Quelques jours après il fut abattu.

De Gaulle approuve la révolution nationale de Pétain

Ce n'est pas tout. A Londres, en 1942, au cours d'un repas où se trouvaient de Gaulle, Massigli et quelques personnes dont un chef de la résistance, arrivé la veille de France, de Gaulle dit :

« Mais la révolution nationale est très bien. Ce que je reproche à Pétain, c'est de s'être appuyé sur les baïonnettes allemandes pour l'imposer au peuple français. C'était le meilleur moyen de la faire échouer... »

Que pouvait-il y avoir de commun dans ces conditions entre les résistants qui luttaient sincèrement contre Vichy et de Gaulle ? La « libération », telle que la voulaient ces résistants, de Gaulle n'en voulait pas. C'est uniquement la pression du peuple français qui obligea de Gaulle à accepter à la « libération » le rétablissement des libertés démocratiques. Mais ce sera là l'objet de notre prochain article.

Le « grand démocrate »

Non content de présenter de Gaulle comme le « premier résistant », on l'a présenté encore comme un « grand démocrate », un « grand républicain ». Nous reviendrons sur la nature véritable de la résistance de de Gaulle. Quant au « grand démocrate » et au « grand républicain », il a, en réalité, toujours préconisé et œuvré dans le sens d'un régime fort, dictatorial et d'une restauration de la monarchie.

Quelques faits :

1° Dès 1940, M. de Lesseps était du cabinet de de Gaulle. Or de Lesseps, monarchiste, était avant la guerre l'un des délégués du comte de Paris dans la capitale. Il fut chargé par de Gaulle d'aller à Larrache (Maroc espagnol) pour demander au comte de Paris, qui y résidait, de rejoindre à Londres le Comité dit de « La France Libre » créé par de Gaulle. Le comte de Paris, qui ne croyait pas à la victoire anglaise, s'y est alors refusé ;

2° En 1942, M. de Charbonnière quitta le ministère des Affaires étrangères de Pétain pour rejoindre Londres par l'une des voies de passage du B.C.R.A. Il était auparavant entré en contact de la part de de Gaulle avec le comte de Paris (dont de Charbonnière était un ami personnel). De Gaulle l'avait chargé de convaincre le comte de Paris que la victoire des Alliés était certaine tôt ou tard et que sa place était à Londres à la tête du Comité de « La France Libre » ;

3° Le putsch monarchiste d'Alger ?

Enfin, n'oublions pas le putsch monarchiste d'Alger. Le général de Gaulle avait envoyé à Alger, lors du débarquement, l'un de ses collaborateurs les plus immédiats, le général d'Astier de la Vigerie, porteur de la somme de 50.000 dollars qu'il remit à son frère, le chef monarchiste d'Afrique du Nord, Henri d'Astier de la Vigerie.

Henri d'Astier fit assassiner Darlan, non pour se débarrasser d'un vichyssois, mais pour préparer le complot monarchiste qui était prêt d'aboutir et que les ambitions personnelles de Darlan risquaient de gêner. (*A suivre.*)

NOS CANDIDATS

(Suite de la première page.)

LE DEM Alain.
Trente ans, artisan bourrelier. Membre de la 4e Internationale depuis 1936. Membre du C.C. Dès 1940, milite dans la clandestinité. Arrêté et interné au camp de Voves en 1942. Evadé. Membre du C.C.

GUIKOVATY Emile
Vingt-six ans, employé. Adhère en 1940 dans l'illégalité. Milite illégalement tour à tour en France et en Belgique. Rédacteur illégal de *La Vérité*. Membre du comité central du P. C. I. dans l'illégalité.

CALVES André
Rédacteur à *La Vérité*. Organisateur des groupes clandestins du F. U. en Bretagne. Lieutenant F.T.P. dans la compagnie St-Just.

ROENEL Eliane
Vingt-six ans, modiste. Adhère en 1940 dans l'illégalité. Arrêtée le 7 octobre 1943. Admirable comportement au cours de l'interrogatoire de la Gestapo. Déportée à Ravensbruck. Membre du comité local de la Fédération des déportés et internés. Membre du bureau du laïque.

Gérard TREVIEN
26 ans, ouvrier de l'arsenal, arrêté en 1943 avec Beaufrère, déporté à Buchenwald, puis à Dora.

GIRONDE

Mme FORCAD/ Madeleine.
CHAUVIN Jean.
CORVIN Mathias.
Mlle GERIN Georgette.
Mme BRUNET Andréa.
TIHOT Robert.
WEINFELD.
BILLARD.
CLEMENCEAUX Max.

FORCADA Madeleine
Militante des J.S. depuis 1936. S.F.I.O. Dès 1939 milite illégalement dans les rangs de la 4e Internationale. Dirige pendant l'occupation l'édition clandestine du journal *Octobre*, organe du P.C.I. de la région bordelaise. A la Libération, participe à la création des comités de ménagères du Bouscat, dont elle est élue secrétaire.

CORVIN Mathias
Trente-cinq ans, métallurgiste. Ancien secrétaire adjoint des J. S. de la Seine. Membre du C. C. des J. S. R. à leur création. Dans l'illégalité, membre du bureau régional de la R.P. du P.C.I. et du C.C. illégal. Arrêté en août 1942. Déporté à Oranienburg et Buchenwald. Gravement malade.

CHAUVIN J.-R.
28 ans. Ancien membre des J. S. Adhère au parti en 1936. Condamné à 1 an de prison en 1939 sous Daladier, pour propagande antimilitariste. Militant illégal pendant l'occupation, est arrêté par la ficaille vichyssoise en août 1942. S'échappe et de nouveau est arrêté, en février 1943, et livré à la Gestapo; déporté à Mauthausen et successivement transféré aux camps de Loibl-Pass, Birkenau, Auschwitz, Buchenwald, Bergen, Leimitz.

RHONE

PAILLET Marc.
RIVIERE Félix.
Mme BUSSARD Simone.
PEYRAUD René.
BREGER André.
Mlle THEVENET Emilie.
CHAUDET Louis.
TAYNE Henri.

PAILLET Marc, vingt-huit ans, licencié d'histoire, journaliste. Membre des J.S. jusqu'en 1935. Ex-membre du comité directeur du mouvement laïque des auberges de la jeunesse. Responsable du comité régional du Lyonnais pendant l'illégalité. Membre du C.C. délégué des adultes au C. C. du P. C. I.

SAVOIE

PARISOT Paul, journaliste.
MEILHAC Gilbert, technicien.
BOREL, étudiant.

PARISOT Paul, vingt-sept ans, journaliste. Membre des étudiants socialistes jusqu'en 1934. Adhère à cette époque au groupe bolchevik-léniniste. Membre du C. C. des J. S. R. de 1936 à 1939. Dès sa démobilisation, reprend le combat dans l'illégalité. Souvent recherché par la police, arrêté en 1944. Membre du C.C. du P. C. I. pendant l'illégalité. Actuellement membre du B. P.

MARNE

CHERAMY Robert, professeur.
BRUNSTEIN Jacques, ouvrier métallurgiste.
LELEUX Suzette, institutrice.
FAY Frank, peintre.
LAURENCY Suzanne, institutrice.

CHERAMY Robert
vingt-six ans, professeur, ancien élève de l'E. N. S. de St-Cloud. Membre du P.C.I. depuis 1944, délégué syndical à l'éducation populaire. Membre du conseil syndical

LOT-ET-GARONNE

DOUZEAU René, instituteur retraité.
MEURIS Jean, dentiste.
JACQUES Gaston, charpentier sur navires.

Pourquoi les Communistes internationalistes veulent-ils conquérir la tribune du Parlement bourgeois?

Nous nous présentons aux élections dans plus de dix circonscriptions. D'aucuns disent : « Vous enlevez ainsi des voix aux partis se réclamant de la classe ouvrière. » D'autres nous disent « Vous devenez vous aussi un parti parlementaire. »

Expliquons-nous sur la question du « parlementarisme ».

Dans n'importe quel pays « parlementaire », la véritable besogne « d'Etat » se fait dans les coulisses et est exécutée par les chancelleries, les états-majors, l'appareil administratif. Le parlement est davantage une parlotte qu'une chambre de décision. Même si les partis se réclamant de la classe ouvrière obtenaient la majorité absolue au Parlement, rien ne serait changé tant que l'appareil administratif restera le même. Les députés le savent, les ministres aussi.

Les militants révolutionnaires eux, ne l'ont pas oublié. Tant que les ouvriers, les paysans et les soldats, organisés dans leurs Comités n'auront pas brisé et démoli la machine de l'Etat bourgeois, rien d'essentiel ne pourra être changé.

Les ministres se réclamant de la classe ouvrière ont perdu toute honte lorsqu'ils déclarent : « dans mon département, tout marche pour le mieux », car ils trompent consciemment le peuple en lui faisant croire que l'on pourrait amender partie par partie l'appareil de l'Etat bourgeois. Les parlementaires se réclamant de la classe ouvrière perdent toute retenue lorsqu'ils accusent un parti révolutionnaire de leur « voler des voix » comme si une majorité social-patriote pouvait changer grâce à la majorité parlementaire, les rapports de classes existant dans le pays. « Ministres et parlementaires de profession, traîtres au prolétariat et socialistes « d'affaires », ont entièrement laissé aux anarchistes — écrivait Lénine — le soin de critiquer le parlementarisme et pour cette raison, ils qualifient d'anarchisme toute critique du parlementarisme. »

***

Mais si le Parlement n'est que le paravent derrière lequel le gros Capital continue tranquillement à exploiter le peuple, c'est encore Lénine qui nous enseigne : « Marx a su rompre impitoyablement avec l'anarchisme pour son incapacité d'utiliser même l'écurie du parlementarisme bourgeois. »

Fidèle à l'enseignement de Marx et de Lénine, le Parti communiste internationaliste ne sème aucune illusion sur le Parlement bourgeois. Il entend utiliser la tribune du parlement en révolutionnaire ; il entend montrer à la Chambre comme dans le pays, le fossé infranchissable qui sépare la classe ouvrière de la bourgeoisie. Il entend démasquer les intrigues que la bourgeoisie trame contre le prolétariat. Il entend voter contre les crédits de guerre qui servent à nourrir les assassins d'Indochine et de l'Empire. Il entend repousser les crédits de la police et des préfets. Il entend, en un mot, utiliser la tribune de la Chambre pour dévoiler les intrigues qui s'y trament et pour affirmer ce qu'il est : le porte-parole incorruptible des luttes et des revendications ouvrières.

Lorsque les ministres et parlementaires de profession « traîtres au prolétariat et socialistes d'affaires », comme disait Lénine, disent que nous faisons la œuvre de division, nous leur répondons : « Œuvre de division oui, s'il s'agit de division avec la bourgeoisie, de rupture de la coalition à laquelle vous voulez enchaîner le prolétariat. Mais pas œuvre de division de la classe ouvrière, car contre la bourgeoisie, notre parti est à la pointe du Front Unique des organisations ouvrières. Nous ne disons pas que les élus du Parti communiste internationaliste pourraient apporter davantage de chemises ou davantage de chaussures pour les masses laborieuses. Nous disons, ils vous montreront d'autant mieux travailleurs, qu'ils vous sont fidèles, qu'ils dénonceront à la tribune même du Parlement bourgeois, les intrigues que la bourgeoisie prend contre le peuple. »

En votant Parti communiste Internationaliste le 2 juin, les travailleurs affirmeront précisément cette volonté de rompre avec la politique qui couvre et qui glorifie la collaboration de classes avec la bourgeoisie.

On nous écrit...

● DE PANTIN.

Camarade,

Depuis un certain temps, nous sommes en complet désaccord avec la 3e Internationale. Donc, avec plusieurs camarades désabusés, nous nous sommes mis en complet accord pour nous rallier à la IVe que nous jugeons la seule classe du travail.

Je suis donc désigné pour demander les clauses de la IVe que nous avons jugée indispensable pour notre travail, ici banlieue de travailleurs exploités par la 3e.

Donc après avoir groupé le plus grand nombre de camarades, nous vous demandons votre appui pour venir devant les camarades apporter le but du travail de l'Internationale pour faire une section forte de notre banlieue.

En attendant votre réponse, reçois, cher camarade, mon salut communiste.

A. M., à Pantin.

Répondez, monsieur Teitgen!

Lille, le 26 mai 1946.

Monsieur le rédacteur,

Lecteur assidu de votre journal, je vous demanderai s'il ne serait pas possible d'insérer dans votre hebdomadaire ce qui suit :

Arrêté le 28 juin 1942 par la brigade spéciale de Lille pour activité communiste, et transféré à Loos, à Douai, et condamné à cinq ans de prison par la Cour spéciale, puis déporté à Dachau, d'où je revins en juin 1945, j'ai eu la douloureuse surprise de voir que les magistrats assassins valets de la Gestapo étaient acquittés par la Cour de Justice de Caen; quand aux policiers félons qui me livrèrent, les inspecteurs Lavenne, Gévaert et Dutrieux, ils sont montés en grade et bien entendu toujours en liberté, on ne sait avec quelles complicités; beaucoup de ceux qui ont été livrés par ces traîtres ne sont pas revenus des camps de la mort; sera-t-il dit que ces malheureux ont tant souffert et sont morts pour rien à l'heure où le parti communiste français se vautre dans la boue au sauvetage d'un régime agonisant, et a renié ses anciens principes, s'associant à tous ces coquins, ennemis du peuple; quelle désillusion, quelle déception de voir une telle trahison s'accomplir. C'est une insulte à tous ceux qui se sacrifièrent et qui luttèrent pour leur liberté et je vous félicite pour l'action courageuse que vous entreprenez mais qui est malheureusement trop peu comprise; elles sont loin les promesses de la Radio de Londres, les sacrifices consentis s'estompent et bientôt nous aurons encore sans doute de nouvelles surprises, c'est pourquoi, Monsieur, j'ai demandé l'hospitalité de votre journal en vous priant de recevoir mon sincère salut internationaliste.

Roger JEAN.

10, rue d'Hondschoote, Lille (Nord)

PUY-DE-DOME

BLOCH Gérard, boursier de licence.
Mme LAFONT Antonia, institutrice.
CALLOT Auguste, ouvrier maçon.
ROS Angelos, ouvrier du bois.
CHABRIERE Henri, cheminot.
TEXIER Guy, administrateur du journal « La Vérité ».

PARIS

3e SECTEUR

BLEIBTREU Marcel, secrétaire du P.C.I.
CRAIPEAU Yvan, instituteur.
FILIATRE Roland, métallo, Maisons-Alfort.
PRADALES Pierre, employé.
BORDES, métallo à Drancy.
CHAPELET Maurice, métallo.
PAGOT Marie-Françoise, fille de salle.
FEUILLET, typo.
BENEJEAN, métallo.
LEQUENNE Michel, terrassier.

Permanences électorales

La permanence électorale du P.C.I. dans la 5e circonscription se tiendra à PUTEAUX, Salle Floréal, 62, rue Jean-Jaurès (Tél. : LON. 05-13), tous les jours, de 18 à 20 heures.

■ ■

La permanence du 3e secteur se tient tous les jours, de 18 heures à 20 heures, café Augé, 6, rue des Archives, Paris-4e (Métro Hôtel-de-Ville).

■ ■

La permanence électorale pour le premier secteur, se trouve 19, rue Daguerre, Paris (14e) (Métro Denfert-Rochereau).

Pointes Rouges

« Tirez les premiers, messieurs les banquiers ! »

Une agence de presse dévoile un scandale de la D.G.E.R. Très gêné, M. Defferre doit reconnaître : Oui, je le savais avant le referendum, mais je n'ai pas voulu avoir l'air de me servir de cela à des fins politiques.

Voyez-vous cela ! La D.G.E.R., au service du capital, assassine, vole et

complote ; mais du côté de ceux qui prétendent pourfendre les trusts, on combat comme dans une partie de tennis. Du « Fair Play », voyons... M. Defferre joue à la balle... contre les balles de la D.G.E.R.

Le « front des Français » va jusqu'au P.R.L.

Nos militants n'ont pas oublié certaines méthodes de sabotage de nos réunions employées par les dirigeants staliniens.

On s'aperçoit de plus en plus que les bonzes staliniens emploient la terreur et la calomnie contre les vrais révolutionnaires, tandis qu'ils sont pleins de politesse à l'égard de la réaction.

L'Humanité du 17 mai publie dans un compte rendu de la réunion de Thorez au Perreux :

M. Michel Péytel, tête de liste du P.R.L., dans le quatrième secteur, exprime le souhait que la courtoisie de cette réunion s'étende à toute la campagne.

Ça y est, le parti des ministres vichyssois, le parti de Pétain, Reynaud, Laval, vient rejoindre le meilleur rempart des profiteurs dans le « Front des Français ».

Notez ça, camarades, dans la campagne électorale, et demandez aux militants du P.C.F. ce qu'ils pensent de cette promiscuité.

Le courrier du P.R.L.

Depuis dimanche, le Courrier de Paris *est devenu le quotidien du P. R. L.*

Certains ont osé préciser que l'opération avait coûté 3 millions au Parti du regroupement des ligues fascistes.

Des gens mal intentionnés, évidemment ! La preuve ? c'est que le Courrier de Paris *apporte un démenti formel.*

Le Courrier de Paris *s'est seulement « mis à la disposition » du P.R.L. C'est clair, et que les mauvaises langues se le tiennent pour dit : Le* Courrier de Paris *n'a pas été acheté...*

...Il s'est seulement vendu. Ah mais !

Démocrates conséquents

Gymnase Jean-Jaurès. Meeting socialiste avec Le Troquer. Un peu houleux. Quelques bagarres. Les socialistes déclarent en long et en large que ce qui les oppose aux communistes c'est leur souci de la démocratie. Dont acte. Un orateur du P. C. I. demande la parole. Le président lève précipitamment la séance. Protestations. Cris : « démocratie ». L'orateur du P. C. I. vient à la tribune. Le président coupe le courant au micro.

On est démocrate ou on ne l'est pas...

Aimez-vous les uns les autres

Nous n'avons pas d'ennemis parmi nos adversaires. *C'est Marc Sauguier qui parle avec Teitgen à Japy. Un desdits adversaires demande la contradiction. Un ancien F.T.P. Puis un militant du P. C. I. Ce dernier marche un peu fort sur les pieds de Teitgen. Horreur. Immédiatement, Teitgen fait appeler des flics et sortir le contradicteur* manu militari.

Après quoi Teitgen a le culot de vouloir « répondre » à la contradiction. Mais les travailleurs ripostent aux cris de « démocratie » et « à la porte le M. R. P. ».

Le plus drôle, c'est le compte rendu dans la presse. L'Aube, *la main sur le cœur, parle des « 3.000 ouvriers acclamant Teitgen ». Quant à* Franc-Tireur, *les contradicteurs sont pour lui « des amateurs ». Et motus sur les incidents qui montrent la démocratie du M. R. P.*

Car c'est bien beau de trouver des arguments contre le M. R. P. Mais il ne faut pas faire de la publicité au P. C. I.

Le 75e anniversaire de la Commune

POUR COMMEMORER le 75e anniversaire de la Commune, à sa date traditionnelle, à la fin du mois de mai, deux mille travailleurs seulement sont venus défiler devant le Mur des Fédérés.

Les grands partis se réclamant de la classe ouvrière, le Parti communiste français et le Parti socialiste ont préféré, à une semaine des élections du 2 juin, reporter à plus tard la manifestation.

Ils ne voulaient pas que les travailleurs crient leur haine aux Gallifets et à leurs successeurs.

Ils ne voulaient pas « effrayer » la petite bourgeoisie à la veille des élections par une manifestation qui, de par sa nature, glorifie le drapeau rouge des communards.

Ils ne voulaient pas rappeler aux bourgeois avec lesquels ils collaborent au gouvernement que l'exemple de la Commune reste toujours vivant dans le cœur des travailleurs.

***

Seules deux organisations ouvrières ont envoyé une délégation, suivie par des nombreux travailleurs : notre Parti Communiste Internationaliste et la Fédération anarchiste qui d'ailleurs avait repoussé nos propositions de manifester en commun et d'adresser un large appel aux masses laborieuses.

Une délégation isolée, celle du Syndicat du Bâtiment (C.G.T.), d'une petite ville de l'Eure, apportera rien que par sa présence un soufflet aux bureaucrates C.G.Tistes, plus préoccupés des élections que des anniversaires traditionnels du mouvement ouvrier.

Derrière d'immenses drapeaux rouges aux insignes de la Quatrième Internationale, sous une large banderole portant le nom du Parti en lettres rouges, le cortège se forme à 10 h. 30 au métro Père-Lachaise, sous le regard narquois d'une vingtaine de flics postés là à tout hasard.

En tête du cortège s'avance la délégation du Comité central de notre parti : Pierre Frank, Favre-Bleibtreu, Marcel Beaufrère, Albert Demazière, Jacques Privas, Pierre Boussel, Yvan Craipeau. Derrière eux, des militants, des sympathisants du parti et de la J.C.I. Une couronne, un seul écriteau. Mais il exprime la fidélité de ceux qui sont morts pour la première révolution prolétarienne dans l'histoire : « Nous vengerons les communards ! »

Devant le Mur des fédérés, Beaufrère prend la parole : « Nous saluons ceux qui sont tombés à cette place pour avoir osé renverser le joug des exploiteurs, après avoir donné au monde le plus haut exemple d'internationalisme prolétarien... »

Après avoir brièvement retracé l'œuvre de la Commune et rappelé les événements de la Semaine sanglante, le camarade Beaufrère s'exclame :

« Ceux qui nous parlent de la barbarie allemande pour justifier leur chauvinisme, ont-ils oublié que les précurseurs des fours crématoires et des exécutions en masse ont été MM. Thiers et Gallifet, les représentants de la bourgeoisie française...

» ...La meilleure façon de rester fidèle aujourd'hui à l'esprit des communards, conclut-il au milieu des applaudissements, c'est de lutter sous le drapeau de la IVe Internationale, de ceux qui ne feront jamais aux communards l'injure de venir les saluer avec le drapeau tricolore de leurs assassins... »

La petite délégation du syndicat de l'Eure, venue tout exprès de son département lointain, dépose à son tour une couronne rouge, rouge comme le « sang des ouvriers », portant l'inscription : « Aux glorieux communards ». Un représentant de la délégation, le camarade Glasse, prononça un bref discours vigoureusement applaudi, dans lequel il souligna le sens de la manifestation traditionnelle devant le Mur des fédérés.

La délégation du P.C.I. devant le Mur. On reconnaît, de droite à gauche : Demazière, Privas, Beaufrère, Frank, Bleibtreu, Craipeau et Boussel.

Défendre l'école laïque
Revaloriser les traitements

Tels sont les mots d'ordre que fait applaudir Privas, au nom du P. C. I. par 2.000 instituteurs

Le 28 mai, le Syndicat des Instituteurs (Seine et Seine-et-Oise) organisait une assemblée d'information au cours de laquelle il invitait les partis politiques à exposer leur point de vue sur la question du reclassement du personnel enseignant et de la nationalisation de l'enseignement. Après Cogniot qui, au nom du Parti Communiste Français, donna son accord au reclasement et réclama la suppression des subventions aux écoles libres, mais ne dit pas un mot de la nationalisation, la parole fut donnée à Jacques Privas, au nom du P.C.I. Fréquemment applaudi par un grand nombre d'auditeurs, notre camarade affirma l'accord de notre parti avec les revendications du Syndicat des Instituteurs.

Après lui, le représentant du parti radical se fit quelque peu chahuter. Puis ce fut le tour de Paul Rivet, du parti socialiste, et de Brunhes, du P.R.L., qui défendit l'école réactionnaire de l'Eglise catholique.

L'accueil chaleureux réservé dans cette réunion à notre camarade est une preuve de plus de l'influence grandissante de notre parti. Il est à noter que la presse a passé sous silence l'intervention de Privas : l'*Humanité* n'a rappelé que celle de Cogniot ; quant au *Populaire*, il a relaté les interventions, excepté celle du P.C.I. ; craindrait-il que la parole trotskyste trouve un écho trop grand chez les travailleurs socialistes ?

LE DISCOURS DE PRIVAS

...Nous luttons pour la défense des intérêts des travailleurs et pour abattre la bourgeoisie en tant que classe dominante. C'est pourquoi nous soutenons et nous soutiendons les revendications des travailleurs de l'enseignement, groupés dans leur organisation de classe : leur syndicat de la C.G.T. C'est pourquoi nous lutterons également pour soustraire les enfants des travailleurs à l'influence de l'idéologie bourgeoise, réactionnaire et cléricale.

Nous voudrions voir les enfants éduqués dans la haine de la guerre impérialiste, de la haine du colonialisme, de la révolte contre la réactionnaire exploitation de l'homme par l'homme.

Nous pensons que les programmes d'enseignement ne devraient plus cacher, derrière leur fausse neutralité, la glorification du militarisme, du colonialisme, et qu'ils devraient amener les enfants à ne plus s'incliner devant le fait établi de la propriété privée, avec tout ce qu'elle cache de réaction et d'exploitation.

La réaction cléricale à l'assaut de l'école laïque

Mais aujourd'hui, immédiatement, c'est un autre problème qui se trouve posé et posé par l'offensive de la bourgeoisie essayant de réintroduire l'obscurantisme clérical dans l'éducation des fils de travailleurs.

Il est bien évident qu'aucun parti de la bourgeoisie, que ce soit le M.R.P. de la réaction cléricale, ou le P.R.L. de la préparation au fascisme, n'ose aujourd'hui demander que le curé revienne dans l'école publique. La classe ouvrière est bien trop forte, bien trop organisée, pour qu'ils puissent se permettre d'avancer une telle revendication.

C'est sous le mot d'ordre hypocrite de « la liberté de l'enseignement » qu'ils essaient de remporter une première victoire dans cette voie. Tous ceux qui rêvent aujourd'hui de supprimer toutes libertés pour la classe ouvrière, se couvrent de la lutte pour la liberté ; depuis M. Herriot, qui vient de se prononcer pour la liberté de l'enseignement, jusqu'au P.R.L.

Que signifie cette liberté de l'enseignement ? Le droit pour l'Eglise d'ouvrir des écoles et d'enseigner. Mais aussi la possibilité de recevoir des subventions gouvernementales pour pouvoir faire vivre ces écoles. Nous sommes absolument contre toute subvention à l'école de l'obscurantisme clérical.

Sa fortune personnelle et les subventions qu'elle reçoit des hobereaux et des capitalistes lui permettent en grande partie d'entretenir ses écoles. Dans cette affaire ce ne sont pas seulement les sous qui l'intéressent, mais la victoire morale et politique, le coup porté à la démocratie et à la laïcité.

Mais, supprimer les subventions à l'école libre n'est pas suffisant. S'il nous importe peu que des rejetons de bourgeois, que la jeunesse dorée, ait l'intelligence pervertie par l'opium de la religion, il nous importe au contraire beaucoup que dans certaines régions paysannes cet opium ne puisse être répandu parmi les fils et les filles de travailleurs. Il ne suffit pas de supprimer les subventions à l'école libre, IL FAUT SUPPRIMER L'ECOLE LIBRE ELLE-MEME.

Les instituteurs doivent avoir les moyens de lutter contre l'obscurantisme

Nous sommes contre l'empoisonnement de la conscience de classe et de la combativité des ouvriers par la religion, c'est pourquoi nous prononçons, non seulement contre toute subvention à l'école libre, mais aussi pour la NATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT.

Nous pensons qu'il faut donner à ce corps enseignant la possibilité d'intervenir beaucoup plus largement qu'à l'heure actuelle dans la direction de cette école nationalisée. Si on veut vraiment permettre à l'instituteur de continuer à combattre contre l'obscurantisme, pour forger le caractère des enfants qui demain seront capables de lutter avec énergie, intelligence et abnégation pour les intérêts de leur classe, il faut leur en donner les moyens : LES MOYENS MATERIELS.

La lutte pour la laïcité que mène en ce moment les grands partis de la classe ouvrière, est juste, et elle doit être saluée, mais ces campagnes ne sont que **PHRASES CREUSES** *lorsque ces mêmes partis votent près de 200 milliards de budget pour la guerre à l'heure où l'enseignement manque des crédits les plus élémentaires.*

Traitements misérables et crise du recrutement

Vous avez le triste privilège de savoir beaucoup mieux que moi dans quelle situation misérable se trouve le corps enseignant.

Certains instituteurs gagnent à peine 5.000 francs par mois, en province.

Des suppléants gagnent en moyenne 4.000 francs par mois dans la Seine.

Notre Parti combat pour le déblocage des salaires, la revalorisation des traitements et pour l'échelle mobile des salaires. Cette revendication doit être aussi celle des instituteurs qui se trouvent être parmi les catégories les plus mal payées.

Et pourtant, bien que les revendications et la lutte des fonctionnaires soient légitimes tant au point de vue économique qu'au point de vue de la lutte contre l'obscurantisme clérical, et de la lutte contre la dictature, nous avons vu le bureau confédéral freiner la lutte des fonctionnaires. Nous avons vu Neumeyer promettre après la grève du 12 décembre que l'action serait reprise dans un mois s'il n'y avait pas satisfaction, et ne pas la reprendre, malgré qu'il n'y ait pas eu satisfaction.

Il n'y aura de solution à aucun des problèmes que vous posez dans la passivité et l'acceptation. Abattre le cléricalisme, c'est, avant toute chose, rompre la collaboration avec son support politique le M.R.P.

Combattre pour les libertés, c'est mener les fonctionnaires à la lutte, y compris la grève, pour leurs légitimes revendications.

ÉCHOS
de notre campagne électorale

Le P.C.I. a ouvert la campagne électorale par son grand meeting du 16 mai à la Mutualité. Plus de 2.000 travailleurs applaudirent à maintes reprises le programme et les mots d'ordre du parti présentés par P. Frank, Boussel et Demazières. A l'issue de la réunion la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité moins trois voix.

Deux mille travailleurs réunis à la Mutualité le 16 mai 1946, approuvent l'action du parti communiste internationaliste contre l'ensemble des partis capitalistes, les bourgeois conservateurs du parti radical, les cléricaux du M. R. P., les réactionnaires profascistes du P. R. L. et contre leur général de Gaulle, qui prépare les conditions de son coup d'Etat.

Ils appèllent la classe ouvrière à constituer son front unique de lutte contre la bourgeoisie et la réaction.

Ils s'engagent à soutenir de toutes leurs forces la lutte du parti communiste internationaliste, pour que des députés trotskystes lancent de la tribune de la Chambre l'appel au combat pour :

— un salaire vital.
— du pain.
— un gouvernement ouvrier et paysan, prélude au renversement de la bourgeoisie et à l'instauration de la dictature du prolétariat.

◇ ◇

Les premiers échos qui nous parviennent des huit régions de province où nous avons pu présenter des listes, de même que le bilan de la première semaine de notre campagne électorale à Paris ont pleinement confirmé l'optimisme dont faisait preuve les orateurs au meeting du 16 mai. Déjà plus de quatorze réunions ont été tenues dans le seul premier secteur de Paris.

La participation de notre Parti aux élections d'octobre dernier dans ce secteur a porté ses fruits. L'assistance est en moyenne plus nombreuse qu'à l'ordinaire, des ménagères se montrent du doigt « lequel est Beaufrère » et « lequel Demazières ». L'attitude des militants du P.C.F. a changé dans la mesure même où nous nous sommes renforcés. Il n'est plus question de tenter l'assaut de nos tribunes, le mot d'ordre est de porter la contradiction, tout au plus de faire de l'obstruction. Et encore beaucoup renoncent-ils à employer ce procédé devant la désapprobation de la grande majorité des travailleurs.

Dans le 13e, place Jeanne-d'Arc, où de si farouches bagarres éclatèrent l'an passé entre nous et les staliniens, c'est au milieu de la sympathie d'une grande partie que Juillier et Demazières peuvent parler. L'obstruction ne commence qu'à la fin.

Rue d'Alésia (14e). Un ouvrier nous explique : « Je suis métallo et avec la prime au rendement 55 % du salaire est constitué par la prime. Si l'on n'arrive pas à réaliser le rendement imposé, il reste un salaire de famine ».

Place du Commerce (15e). Demazières prend acte publiquement de l'invitation qu'un P.C.F. lui fait de venir le lendemain s'exprimer démocratiquement à une réunion du P.C.F. Le lendemain évidemment, il demande la parole, mais Léon Mauvais est tout juste capable de le faire expulser par six ou sept gaillards, plutôt embêtés d'ailleurs d'accomplir une pareille besogne.

◇ ◇

Dans le 3e secteur qui comprend les arrondissements du 11e, 20e, 12e, 19e, 4e, etc., c'est Bleibtreu qui mène la campagne, appuyé par Craipeau, Michèle Mestre, Séverin, Rodier. Les travailleurs qui prennent bien souvent contact pour la première fois avec le P.C.I. posent de nombreuses questions

C'est dans ce secteur aussi, stade Japy, que Boussel ose aller dénoncer Teitgen, ministre M.R.P. de la Justice, sur sa propre tribune, comme le protecteur des collaborateurs.

◇ ◇

Le 5e secteur où se dépensent sans compter P. Frank, Brassaunier, privos, etc. menaçait d'être quelque peu agité. La tentative de certains maires P.C.F. d'interdire nos réunions nous a valu au contraire un public plus nombreux.

C'est surtout dans cette banlieue ouvrière par excellence qu'un large courant de sympathie se manifeste à notre égard. **A Clichy**, c'est un ouvrier qui envoie cette magistrale réponse à des contradicteurs staliniens : « Autrefois, au P.C., on n'aurait pas accepté de flics ; aujourd'hui on y rencontre même des généraux. Ce parti n'est donc plus le mien ».

A Boulogne, ce sont des ouvriers de chez Renault qui, à l'issue de la réunion, viennent nous apporter des détails sur leur vie à l'usine.

Partout l'auditoire est attentif et intéressé, fort peu avare de ses applaudissements, et même de ses sous puisque la souscription électorale est bien souvent fort appréciable.

◇ ◇

De province, nos informations sont plus fragmentaires, mais elles témoignent d'un élargissement certain de notre influence.

Dans la Marne, par exemple, les calomnies de « la Champagne » du P.C.F. ont fait long feu. La présidente de l'U.F.F. de Reims ne vient-elle pas, au cours d'une contradiction, d'inviter nos camarades à rejoindre les rangs du P.C.F. pour y former une aile gauche !!! (sic).

Nos camarades, à la suite de deux contradictions réussies à Anxionnaz, radical et Schnetter, M.R.P. sont maintenant attendus impatiemment par les populations des villages du vignoble où la chose s'est répétée.

Dans la Gironde, Madeleine Forcada, René Chauvin, Midou, etc. savent faire pénétrer profondément dans la classe ouvrière girondine les mots d'ordre du parti au cours des réunions qu'ils tiennent sans faiblir depuis quinze jours.

En Bretagne, deux équipes parcourent le Finistère rencontrant beaucoup de sympathie parmi la population laborieuse bretonne.

Dans la Loire-Inférieure même, où faute d'argent nous n'avons pu présenté de liste, Tuanden et les camarades nantais organisent des réunions publiques et vont porter la contradiction à nos adversaires. En particulier dans le quartier rouge de Chantenay, notre parti jouit d'une réelle sympathie.

De Clermont enfin, nous retiendrons l'information suivante, particulièrement édifiante :

Le vendredi 24, à la Maison du peuple de Clermont-Ferrand, 400 à 500 personnes ont répondu à l'appel du P.C.I. La partie droite de la salle est occupée par une cinquantaine de soldats de l'armée Leclerc venus manifestement pour saboter la réunion. En ouvrant la séance, le camarade Landau demande à l'un des soldats, amputé d'une jambe, de venir présider la réunion. Immédiatement les cris commencent. « Vous avez insulté Leclerc, nous voulons des explications. » A ce moment, un vieux travailleur se lève et déclare : « Je suis, moi, un combattant de 1914-1918, on m'a fait me battre pour des capitalistes, on s'est foutu de moi. J'accepte de présider cette réunion ».

A la suite de l'intervention de Landau, les Leclerc déclarent qu'ils ne sont pas venus pour entendre de la politique, mais des explications au sujet de Leclerc et des « soudards ». Quelques-uns s'avancent vers la tribune et arrachent une affiche qui est immédiatement remplacée. L'ordre rétabli, le camarade Bloch prend la parole.

Un militant du P.C.F. monte alors à la tribune et déclare : « J'étais venu ici pour apporter la contradiction, mais l'attitude des soldats Leclerc m'obligent à leur répondre ».

Bloch enfin appelle la salle à saluer les communistes allemands morts dans la lutte contre le fascisme. Les ouvriers applaudissent longuement.

◇ ◇

La semaine prochaine seulement nous serons à même de tirer un premier bilan de cette campagne électorale, où, dans plus de trois cents réunions publiques et électorales et par le moyen des 4.500.000 circulaires, nous aurons pu faire connaître largement le programme du seul parti révolutionnaire, le P.C.I. Mais d'ores et déjà, l'accueil fait à notre programme dépasse nos espérances, et ne peut que donner toujours plus d'enthousiasme à tous ceux qui luttent sous le drapeau du P.C.I.

Continuez à souscrire pour le P. C. I.

Le million que nous nous étions fixé pour le 1er mai atteint, on voit un net ralentissement de notre souscription électorale. Il est vrai qu'atteindre cette somme représentait un gros effort pour notre Parti. Malgré cela, NOUS NE POUVONS NOUS REPOSER. Une fois les cautions versées, il reste d'énormes frais à couvrir pour mener notre campagne électorale.

Que tous, stagiaires, militants, sympathisants, continuent avec acharnement à recueillir des fonds.

A chaque réunion, faites une collecte !

Chaque mois, versez votre soutien !

Souscrivez sur les nouvelles listes !

Souscrivez ! Souscrivez ! Souscrivez ! pour le PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE.

LISTES DE SOUSCRIPTION

Liste 1.382 (P. Franck). — Daniel, 100 ; O. Toulus, 100 ; Privas, 100 ; Y. Fournier, 100 ; C. Delagneau, 100 ; R. Vendrely, 100 ; S. Dang, 50 ; Réunion élect. Bois-Colombes 20-5, 73 ; L. Suzanne, 500.

Liste 1.379 (Cel. Mouffetard). — X, 1.000.

Liste 1.301 (Cel. 17-18e), 1.000.

Liste Permanence. — Facteur anonyme Yonne, 50 ; Dupont, 50 ; Un ancien camarade des I.S. d'Aubervilliers, 100 ; 5e compagnie de tirailleurs indochinois, 2.000.

Liste 1.077. — Cordier, 100 ; Bocquet, 50 ; Jean Servet, 50 ; Un sympathisant, 30 ; Pierre, 35 ; Vidal, 70 ; Mercier, 25.

Liste 2.099. — Paul (C.), 30 ; Domingo, 20 ; Clément, 25 ; X, 25 ; Vincente, 50 ; X., 20 ; Pierre, 100.

Liste 2.102. — Loulou Astre, 100 ; Nanette Coudan, 25 ; Colette Isler, 20 ; Régine Laborde, 15 ; Julienne Biart, 15 ; J. Jeauffrai, 50 ; X., 100.

Anonyme, 100.

Liste 2.100. — O. Fabre, 100 ; Dany, 50 ; 1 aliste, 50 ; H. Rebeille, 25 ; R. Laüt, 25 ; A. Rouanet, 50 ; X., 50 ;

Liste 1.033. — 1 Corse anonyme, 50.

Liste 373 (Cel. de Pleyben, 4e liste). — F. B., 100 ; Q. L., 10 ; L. C., 10 ; D. G., 10 ; G. J., 50 ; L. P., 20 ; Un forgeron, 50 ; Anonyme, 50 ; Contre Franco, 10 ; Contre le M.R.P., 10 ; Contre le P.R.L., 10 ; Contre les cagoulards, 50 ; Gueguen, 10 ; Anonyme, 20 ; Louis, 20 ; Rouleau, 10 ; Un trotskyste, 10 ; Un cantonnier, 10 ; F. Y.,

JUIN 36 La "GRANDE PEUR" du patronat français

EN JUIN 46

La GRÈVE reste l'arme la meilleure contre le patronat

Dix années se sont écoulées depuis les grandioses grèves de juin 36 au cours desquelles les travailleurs arrachèrent aux patrons les conventions collectives, la revalorisation des salaires, la reconnaissance des délégués ouvriers, les 40 heures.

Si l'on compare la situation actuelle des masses laborieuses à celle qui était la leur après juin 36, il n'est pas difficile de voir combien elle s'est aggravée.

Leur pouvoir d'achat n'a jamais été aussi bas, il est revenu au niveau de celui d'il y a quatre-vingts ans. Les travailleurs manquent de tout, ils ne peuvent pas acheter les vêtements, les chaussures, les ustensiles de ménage dont ils ont besoin, car tout est trop cher pour leur bourse si plate. Alors que les prix ne cessent d'augmenter, les salaires restent bloqués. Depuis octobre 1945, date de la dernière revalorisation, l'indice du coût de la vie s'est élevé de 85 pour 100. Il y a encore des ouvriers qui gagnent 17 et 18 francs de l'heure à Paris. Aux Galeries Lafayette les employés des services de nettoyage et de la manutention touchent de 3.400 à 4.000 francs par mois. A travail égal, les salaires féminins sont toujours inférieurs aux salaires masculins ; la différence a été réduite, mais elle est souvent supérieure aux 10 % légaux; dans l'agriculture les femmes ont des salaires inférieurs de 30 à 50 % à ceux des hommes. Les conventions collectives n'ont pas été rétablies. Les zones demeurent et les différences de salaires d'une région à une autre peuvent s'élever à 30 %.

MAIS IL Y A EU LA GUERRE ET L'OCCUPATION

Effectivement pendant 5 années des secteurs essentiels de l'économie ont été détruits ou désorganisés. Mais depuis la fin de la guerre il y a eu tout de même une reprise, et si insuffisante qu'elle soit, elle a cependant permis aux patrons d'accroître considérablement leurs profits. Par exemple, la Compagnie Générale d'Electricité a fait plus de 70 millions de bénéfices en 1945. Aux Galeries Lafayette, le chiffre d'affaires d'août 1945 à août 1946 s'est élevé à 1 milliard 300 millions de francs, les bénéfices doivent être importants si l'on en juge par les bas salaires des employés.

On pourrait allonger indéfiniment cette liste.

Après avoir fait les frais de la guerre, les travailleurs font les frais de l'après-guerre et de la reconstruction. La présence de Marcel Paul à la Production industrielle, de Croizat au Travail, de Thorez à la vice-présidence du Conseil ou de Jules Moch aux Transports n'a non seulement rien changé dans la structure du régime capitaliste mais encore n'a pas empêché les patrons d'empocher des bénéfices considérables.

PRODUISEZ DAVANTAGE ET VOTRE SORT S'AMELIORERA

Depuis la fin de la guerre les dirigeants des grands partis ouvriers et de la C.G.T. répètent aux travailleurs : « Produisez, produisez toujours davantage et votre sort s'améliorera. » Les ouvriers, avec pourtant quelques réticences ont suivi leurs conseils, ils ont produit, produit et... leur sort n'a pas changé. Il leur est même impossible étant donné leur faible pouvoir d'achat de se procurer les denrées indispensables à leur vie. De plus si la production s'est améliorée dans les houillères par exemple, à qui cela profite-t-il ? D'abord aux patrons, les travailleurs n'ont guère vu de charbon l'hiver dernier et il est très probable que ce sera encore la même chose l'hiver prochain.

Il a fallu deux ans pour que la production atteigne 60 % du niveau de 1938, niveau cependant déjà très bas. S'il en est ainsi c'est que la remise en marche est confiée aux patrons qui se moquent des besoins des travailleurs et qui n'ont qu'un seul souci : le maximum de profit.

Les dirigeants du P.C.F., du P.S. et de la C.G.T. ont encore dit aux travailleurs : « Renoncez à lutter directement contre le patronat, renoncez à l'action directe, ne perdez pas une minute, produisez, produisez... nous nous chargeons quant à nous, qui occupons des postes décisifs au gouvernement, de défendre vos revendications. » Les travailleurs dans leur grosse majorité les ont écoutés, ils ont attendu que Croizat, Thorez et Jules Moch luttent contre les patrons mais leur attente a été vaine :

LA GREVE C'EST L'ARME DES TRUSTS

Thorez, Frachon, Jouhaux et Daniel Mayer ont encore dit : « La grève c'est l'arme des trusts, n'arrêtez pas le travail. » Ils ont voulu faire croire aux travailleurs que les patrons avaient intérêt à voir la production s'arrêter. Mais la réponse est simple : lorsque l'usine s'arrête il n'y a plus de production, partant plus de bénéfices pour le patron. Quel intérêt aurait-il donc à la grève ? Surtout qu'actuellement, et ceci depuis juin 1936, qui dit grève, dit occupation d'usines. Pour répondre au lock-out, qui lui, est vraiment une arme entre les mains du patronat, les ouvriers ont recouru en 1936 aux occupations d'usines. Et la tradition est restée. Aujourd'hui il n'y a pas une grève sans occupation. Et les patrons savent combien l'occupation est dangereuse pour eux, car les ouvriers sont dans la place, ils assurent eux-mêmes la garde et la défense de leur usine, ils sont prêts, et cela s'est produit plusieurs fois en 1936 à remettre en marche les machines par leurs propres moyens et sans le secours du patron.

La grève n'est pas l'arme des trusts, elle est le meilleur instrument dont dispose les travailleurs pour lutter contre le patronat exploiteur. Et cela est si vrai que, de temps à autre, lorsque le mécontentement des ouvriers est trop grand, les dirigeants confédéraux eux-mêmes sont obligés de le reconnaître. Par exemple, en décembre dernier, Tournemaine, membre du Comité central du P.C.F. et secrétaire général de la Fédération des Cheminots, déclarait dans la Tribune des Cheminots : « Si nos démarches n'aboutissaient pas, le Bureau fédéral prendrait toutes les décisions d'action jusques et y compris la grève. » Alors qu'au congrès des fonctionnaires les dirigeants faisaient voter à l'unanimité : « Pour faire aboutir nos revendications nous ne reculerons devant aucun moyen y compris la cessation de travail. »

Ceci cependant n'empêche pas les dirigeants des grandes centrales ouvrières de déclarer à présent : « Seuls les agents des trusts sont pour la grève. »

Posons à ces responsables qui ont la mémoire si courte et qui se contredisent avec autant de facilité une seule question : les dizaines de milliers de fonctionnaires, d'imprimeurs, d'employés d'assurances, de banques, des spectacles, du gaz de Paris, des métallos mêmes qui se sont mis en grève contre leurs décisions, sont-ils oui ou non des agents des trusts ? Qui oserait répondre oui à une telle question ?

JUIN 1936-JUIN 1946

La guerre a passé avec son cortège de misère, de famine, de torture et de mort. Les travailleurs se retrouvent en cette date anniversaire d'une de leur plus belle page d'histoire, plus exploités qu'autrefois. Ils ont perdu les avantages qu'ils avaient arrachés à leur ennemi de toujours : le patron.

Contre lui, la lutte doit reprendre. Deux années d'expérience viennent de montrer qu'il est faux de faire confiance aux parlotes ministérielles et aux discussions parlementaires pour régler, au profit des travailleurs, le conflit entre les classes. C'est par l'action directe qu'il sera possible d'arracher au patronat nos légitimes revendications. C'est par la grève et les occupations d'usine que nous porterons atteinte à la propriété capitaliste. Mais pour atteindre ces buts, les ouvriers ne doivent plus rester divisés. La solidarité ouvrière doit jouer à plein. Il ne faut plus que les employés soient seuls en grève alors que les métallos ou les ouvriers du bâtiment continuent de travailler. Leur division profite aux patrons car il leur est aisé de les dresser les uns contre les autres.

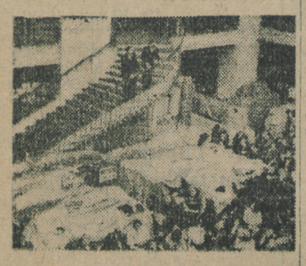
Mais, aujourd'hui, faire la grève, c'est se heurter, non seulement aux patrons, mais encore aux dirigeants des grands partis ouvriers et de la C.G.T. qui ont fait alliance avec eux et qui se prononcent formellement contre toute intervention directe des travailleurs dans la lutte.

Leur interdiction n'empêche cependant pas les ouvriers de retrouver le chemin du combat. Les chiffres officiels du miinstère du Travail montrent qu'en mars la grève a éclaté dans 474 établissements et qu'il y a eu arrêt de travail pendant 54.309 journées.

Les mouvements sont encore limités, de nombreuses couches de travailleurs restent en dehors. Mais cependant la voie est ouverte, la voie qui doit conduire et qui conduira à un nouveau et victorieux juin 1936.

Michèle MESTRE.

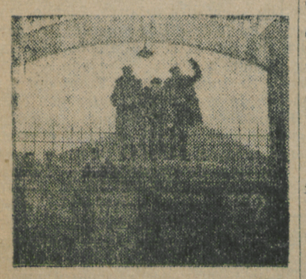
GRÈVES SUR LE TAS



1936. — Les employés du Louvre occupent leurs magasins.

Sur les chantiers, les gars du bâtiment sont les maîtres.

Dans le textile la lutte est dure contre les requins des tissus. Mais la combativité ne manque pas...



1937. — La grève a repris dans l'alimentation. Sur la porte de l'usine : « Nous vaincrons, nous tiendons jusqu'au bout ».

Hélas ! C'étaient les derniers mouvements isolés. Bientôt novembre 1938. Bientôt la guerre.

LES journées de mai et de juin 1936 vivent dans la mémoire de toute une génération ouvrière. Les jeunes venus à la vie politique et à la lutte dans les années noires de l'occupation impérialiste allemande en ignorent pour la plupart l'ampleur et la puissance, car la presse ouvrière se garde bien aujourd'hui de les faire revivre. Ne seraient-elles pas d'un mauvais exemple alors que les dirigeants ouvriers s'efforcent de discréditer l'idée même de grève ? Cependant, au procès de Riom, pour bien faire apprécier à la bourgeoisie le rôle indispensable des dirigeants des organisations traditionnelles qui ont brisé le mouvement, Léon Blum, a évoqué juin 1936. La panique, la terreur étaient générales. Dans le patronat, on disait : « Alors, quoi, c'est la révolution ? Qu'est-ce qu'on va nous prendre, qu'est-ce qu'on va nous laisser ?... Les ouvriers occupaient les usines... »

LE 3 mai 1936, le deuxième tour des élections marque le triomphe du « Front Populaire » et envoie à la Chambre 72 élus communistes, 10 communistes dissidents « pupistes » et 146 socialistes. Le 4 juin, Léon Blum forme le gouvernement.

Mais entre temps s'est déclenché le magnifique mouvement gréviste de juin 1936. En faisant grève, en occupant les usines, les travailleurs de France signifiaient leur méfiance dans l'action parlementaire et dans ses possibilités. La presse réactionnaire et fasciste a voulu voir dans le mouvement, l'œuvre sournoise et machiavélique des staliniens. Rien n'est plus faux. Un journaliste fasciste, Paul Lombard, rédacteur à *Gringoire*, ni plus ni moins acharné que les autres plumitifs de son espèce contre le P.C.F., mais qui a suivi de près le mouvement, dut reconnaître que « les premiers jours, les délégués communistes, la plupart du temps députés de leur circonscription, engageaient des pourparlers avec les patrons, traitaient avec eux, mais quand ils revenaient, étaient désavoués, bafoués, renvoyés sans politesse.

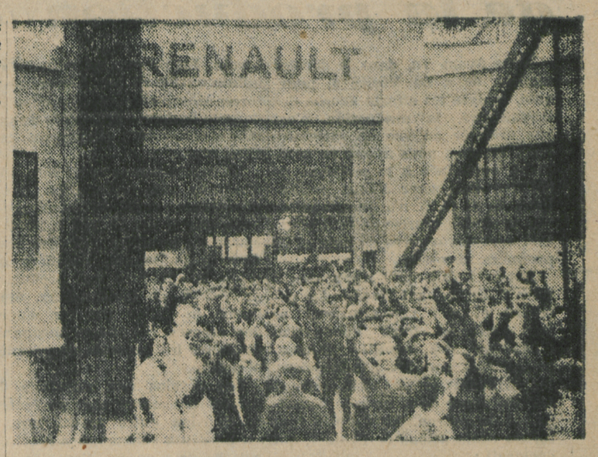
Il faut rechercher ailleurs, c'est-à-dire dans les conditions de vie extrêmement difficiles de la classe ouvrière et de toutes les masses populaires, l'origine de juin 1936. Les décrets-lois Laval ont imposé un prélèvement de 10 % sur les traitements et pensions. Les prix n'ont pas diminué pour autant ; bien au contraire. En avril 1936, il y a 450.000 chômeurs avoués (statistiques officielles). Les jeunes pour la plupart, restent en dehors de la production.

Dans les durs combats contre le patronat des années 1930-1935, des cadres ouvriers se sont sélectionnés dans les usines et dans les entreprises. L'unité syndicale réalisée à Toulouse a développé considérablement leur possibilité d'action. Ce sont eux qui, spontanément, déclenchent les grèves. Les usines d'avant-garde donnent le signal. Les autres se joignent rapidement au mouvement. Les corporations les moins habituées au combat revendicatif sont entraînées à leur tour par l'exemple et les résultats obtenus.

LES GREVES « SUR LE TAS »

L'ampleur du mouvement, mais encore plus l'occupation, furent à l'origine de la « grande peur » de la bourgeoisie française. Car la grève sur le tas fut la caractéristique essentielle du mouvement de mai-juin 1936.

Les premières grèves avec occupation sont à l'actif des travailleurs de l'aviation. Le 11 mai, les ouvriers de chez Bréguet, au Havre, débrayent par solidarité avec des militants congédiés pour leur grève du 1er mai. Pour éviter toute provocation, tout sabotage de la grève par les Croix-de-feu de l'usine, celle-ci est occupée. La population havraise affirme sa solidarité. Le 12, le mouvement est victorieux. Le lendemain nouvelle grève avec occupation et victoire chez Latécoère (Toulouse) ; fait décisif, la direction reconnaît les délégués ouvriers. Si l'occupation exprime la volonté farouche de lutte contre les jaunes, elle signifie bien davantage encore : elle affirme le droit de propriété du travailleur sur la machine, aujourd'hui propriété « légale » du patron mais qui devra bien être un jour sa machine. « En occupant les halls d'usines, en gardant lui-même les machines, l'ouvrier avait l'impression de reprendre pour un moment son bien » écrira le pro-fasciste Maxence. « Atteinte au droit de propriété », hurle avec lui, l'ensemble de la réaction.



Juin 1936. Les ouvriers de chez Renault viennent d'obtenir satisfaction

Mais malgré, notons-le bien, le quasi-silence boudeur de la presse ouvrière sur les premières grèves et tandis que dans *Le Peuple*, *Le Popu* et *l'Huma* on s'efforce d'apaiser l'âme inquiète des 200 familles, les ouvriers que les mots n'effraient pas, généralisent les occupations. Le 16 mai, première grève avec occupation dans la région parisienne, chez Bloch. Le 26, nombreuses grèves dans toute la région parisienne, particulièrement chez Nieuport (Issy), Amiot (Villacoublay), Lavalette (St-Ouen), Sauter-Harlé (15e), et le même jour, victoire chez Hotchkiss (Levallois) : augmentation des salaires, reconnaissance des délégués ouvriers. Le 27, le mouvement s'étend dans la métallurgie parisienne : Farman (Boulogne), Hotchkiss (Clichy-Gennevilliers), les engrenages Citroën ainsi que Dewoitine, à Toulouse, débraient à leur tour. On signale des grèves agricoles en Seine-et-Marne. Le lendemain, il y a plus de 500.000 grévistes dans la région parisienne : 14 usines sont occupées, en particulier Renault, Citroën, Gnôme-et-Rhone (Gennevilliers). Le 29, accord chez Renault, mais la question des salaires n'est pas définitivement tranchée et les jours de grève ne sont pas entièrement payés ; extension de la grève à des dizaines et des dizaines d'usines. 1.000 ouvriers agricoles à Tremblay-les-Gonesse (Seine-et-Oise). Dès le lendemain, 50.000 grévistes sont victorieux (Citroën : salaires ; Brandt : 40 heures ; Simca : reconnaissance des délégués ouvriers...). Après les fêtes de la Pentecôte, le mouvement s'étend largement en province : Fives-Lille, Rouen (usine de Saint-Gobain), Orléans. Ce jour-là, 35 boîtes sont victorieuses ; 80 le sont le lendemain où l'on compte 200.000 grévistes.

LES GREVES GAGNENT L'ESPAGNE

AUX grèves de France, répondent celles des mineurs asturiens, des ouvriers agricoles d'Espagne, du bâtiment de Madrid, les grèves du Maroc et celles des dockers d'Anvers, la grève générale de Salonique.

Le 4 juin, jour où les pourparlers entre la C.G.T. et la Confédération Générale du Patronat Français sont rompues, Léon Blum est rappelé au pouvoir par Lebrun. A 12 h. 30, il fait à la radio un appel au calme, demandant aux ouvriers de « s'en remettre à la loi ». Dans *l'Huma*, Frachon l'appuie, invoquant le danger hitlérien. C'est qu'en effet, la situation est sérieuse, il y a ce jour-là 500.000 grévistes dont 100.000 dans le Nord (fief de Lebas et Salengro, ministres S.F.I.O. du Travail et de l'Intérieur). Renault est réoccupé, la plupart des journaux ne paraissent pas.

Le surlendemain dans la nuit, les accords sont signés. Ils garantissent la liberté syndicale, reconnaissent les délégués ouvriers élus et posent le principe d'une augmentation générale des salaires.

Peine perdue, les évacuations espérées ne se produisent pas. Bien au contraire, les grèves redoublent. Le jour-même, la grève est générale dans le bâtiment. Le lendemain, le Nord compte 400.000 grévistes, puis les « prolétaires en faux-cols » des Assurances, au nombre de 10.000 se joignent au mouvement. 300.000 ouvriers agricoles sont en grève en Seine-et-Oise. On compte ce jour-là 100 victoires ouvrières. Le 10, les grèves redoublent en province alors qu'elles se multiplient en Belgique et en Espagne. Les ouvriers de la métallurgie parisienne réclament avec force que les usines travaillant pour l'Etat aient leur fonctionnement assuré par le personnel technique et ouvrier sous le contrôle des ministres intéressés. Blum fait appel au calme. Salengro fait occuper les rues principales et les carrefours de la capitale par des piquets de garde mobile.

IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GREVE

LE 11, le mouvement déborde dans la rue, ce sont les grévistes du bâtiment défilant drapeaux rouges en tête, devant la Chambre qui vote à la hâte les congés payés et les contrats collectifs. Ce sont les 10.000 employés de l'industrie hôtelière, des cafés et restaurants, qui manifestent sur les boulevards, obligeant les établissements demeurés ouverts à fermer. Le même jour, les représentants de dizaines de milliers d'ouvriers grévistes de la métallurgie parisienne repoussent comme insuffisantes les propositions patronales.

Le soir-même, Thorez prend la parole devant des centaines de responsables communistes parisiens. Dans un long discours, il se moque des appréciations « gauchistes » de la situation et déclare :

« *IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GREVE dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues. Il faut savoir même consentir aux compromis afin de ne perdre aucune force et notamment ne pas faciliter les campagnes d'affolement et de panique de la réaction.* »

Il ne faut pas effrayer la petite bourgeoisie et la paysannerie. « Tout n'est pas possible et le mot d'ordre capital du Parti reste : « tout pour le Front Populaire », avec le Parti Radical, instrument de la bourgeoisie... »

Blum, Jouhaux, Thorez parviendront à leur fin. A partir du 13, malgré de nouveaux mouvements à Marseille, Lyon, Bordeaux..., le nombre de grévistes est en régression, le 15, en particulier, il y a 300.000 reprises dans la métallurgie parisienne. Le 21, après la victoire des employés des grands magasins parisiens consécutive à une grève de 16 jours, on peut considérer le mouvement proprement dit de juin 1936 comme terminé.

TOUT ETAIT POSSIBLE

DANS plusieurs usines, les ouvriers ont remis leurs machines en marche. Ils ont montré la voie, celle que les dirigeants des grands partis ouvriers et de la C.G.T. auraient dû indiquer aux travailleurs au lieu de leur apprendre à savoir « terminer les grèves ».

IL FALLAIT ALLER PLUS LOIN, IL FALLAIT PRENDRE LES USINES ET LES FAIRE REMARCHER. C'était là la tâche de vrais dirigeants ouvriers — et non celle à laquelle s'employèrent les Blum et les Thorez...

Contrairement à ce qu'affirment les chefs des grandes organisations ouvrières, en juin 1936, la petite bourgeoisie était aux côtés de la classe ouvrière en lutte, et les aurait suivi.

Tous ceux qui ont participé à des quêtes au profit des grévistes peuvent dire l'accueil bienveillant qu'ils ont trouvé auprès des classes moyennes. Les petits commerçants assurèrent le ravitaillement des travailleurs des usines occupées ; la presse ouvrière de mai-juin 1936 en apporte la preuve. Citons par exemple :

« Les ouvriers de chez Latécoère remercient les petits commerçants du Pont-des-Demoiselles, à Moutauban pour l'aide qu'ils leur ont apportée. » (*Peuple*, 5 juin.)

« Ainsi chez Th. B..., un restaurateur voisin et sympathisant s'est offert pour assurer le ravitaillement en repas chauds aux 400 femmes de cet établissement, à raison de 1 fr. 10 par repas. » (*Le Peuple*.)

Ces quelques exemples prouvent que, si la classe ouvrière avait continué la lutte et étaient allée plus loin, la petite bourgeoisie aurait continué la lute et était allée plus loin, la petite bourgeoisie aurait certainement suivi...

LA BOURGEOISIE REPREND D'UNE MAIN CE QU'ELLE A DONNE DE L'AUTRE

Les ouvriers des corporations en grève obtinrent de substantielles augmentations de salaires. Mais fidèle à sa tradition, la bourgeoisie reprit d'une main ce qu'elle donnait de l'autre : à ces augmentations de salaires, elle répondit par une hausse effrénée des prix. Et tous ceux, petits fonctionnaires, retraités, rentiers, commerçants, paysans, qui n'avaient pas profité de la première furent les victimes de l'expérience. Il fut alors aisé à la bourgeoisie de les dresser contre « l'égoïsme » des ouvriers bien payés. La deuxième étape fut celle de la division et de la désaffection au sein même de la classe ouvrière, la bourgeoisie la réalisa et, le 30 novembre 1938, elle met un point final à l'expérience ouvrière de 1936. La guerre et l'occupation pouvaient venir.

LAMARC.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE :

pour 1 an (52 nos) ..... 200 fr.
pour 6 mois (26 nos) ..... 100 fr.
pour 3 mois (13 nos) ..... 50 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à E. Saujet, C.C.P. 3205-19 Paris.

Signature :

DU MONDE ENTIER

Les crédits américains ? UN BALLON D'OXYGÈNE POUR UN MORIBOND

CONSCIENTE de son incapacité à reconstruire son économie par le seul pillage de l'Allemagne, la bourgeoisie française, après plus d'un an de vaines tentatives, s'est vue contrainte d'abandonner ses prétentions chimériques à l'indépendance économique. La politique de mendicité auprès de ses « alliés » a succédé à la politique de grandeur.

C'est ainsi que Blum a été envoyé en mars dernier à la recherche des crédits nécessaires au financement du plan de rééquipement de l'industre française. De laborieuses démarches avant son départ, presque trois mois de négociations difficiles à Washington, ont été nécessaires

Néanmoins, un accord s'est enfin réalisé sur les bases suivantes :

L'*Import Export Bank* consentira un crédit de 650 millions de dollars. En outre le gouvernement français doit accepter de contracter un emprunt supplémentaire de 600 millions de dollars qui couvrira :

— D'une part l'achat de 80 Liberty Ship qui, de l'avis des techniciens, ont été fortement éprouvés par l'utilisation intensive dont ils furent l'objet jusqu'à ce jour ;

— D'autre part, l'achat d'une certaine quantité de matériel américain dont la Maison Blanche trouve avantageux de se débarrasser à si bon compte ; pour la plus grande partie, en effet, ce matériel porte comme date limite de garantie l'année 1945 ;

— Enfin, le règlement de l'arriéré relatif aux achats civils effectués en Amérique.

Outre le taux élevé de l'intérêt exigé pour les 650 millions, la bourgeoisie américaine a donc su imposer un intérêt supplémentaire sous la forme de cet achat forcé de marchandises usagées.

Un marché de dupe

C'est un véritable marché de dupes que la bourgeoisie française ne pouvait pas refuser, sous peine de voir davantage compromises les bases de sa stabilité.

Il suffit, en effet, de se rappeler que le financement du plan Monnet exige plus de cinq milliards et demi de dollars pour juger, dès maintenant, la faillite de la politique de mendicité.

La Tribune Economique, commentant les chiffres de l'accord, en arrive à ces conclusions désabusées :

« Cette aide précieuse nous permet de parer au plus pressé : c'est-à-dire d'assurer le financement des importations appelées à couvrir nos besoins les plus criants. Après quoi, *dans quelques mois*, ce problème de financement se posera à nouveau.

» D'ici là, de nouveaux prélèvements auront été effectués sur notre stock d'or et de devises. Plus que jamais, nous avons besoin de l'aide américaine. »

Il ne peut donc être même question d'envisager sérieusement la mise en application du plan Monnet. Et « l'aide vraisemblable » que la bourgeoisie française s'apprête d'implorer au Canada, en Suisse, en Suède et en Argentine est encore bien hypothétique. Autrement dit, une nouvelle fois, la bourgeoisie se révèle incapable de mettre un terme au marasme économique.

Conquête pacifique de la France

QUELS sont les mobiles profonds qui dictèrent cette attitude sévère aux financiers américains ?

D'abord leur désir d'utiliser l'appauvrissement catastrophique des autres nations impérialistes (qui sont prêtes à tout accepter pour obtenir un prêt si minime soit-il) afin d'écouler les stocks de guerre américains inutilisés..

D'autre part, instruits par l'expérience des plans Dawes et Young en 1926 et 1927, les financiers yankees entendent s'assurer la garantie du remboursement de leurs crédits. C'est pourquoi ils consentent aujourd'hui des prêts dérisoires qui obligent leurs débiteurs à ploi de leurs fonds pour en obtenir de nouveaux.

L'accord financier franco-américain donne à la bourgeoisie française seulement la possibilité de retarder l'aveu de sa faillite et de prévenir ainsi tout mouvement social qui résulterait inévitablement de la banqueroute économique et financière.

Mais il permet à la bourgeoisie américaine d'élargir sa zone d'influence.

« Devenant débiteurs, écrit la *Tribune Economique* du 17-5, à propos de la Grande-Bretagne et de la France, les deux pays acceptent du même coup de s'associer étroitement à ses vues en matière de commerce international. » C'est là une manière élégante de constater venir périodiquement justifier l'emprunt l'asservissement des bourgeois anglais et français aux nouveaux banquiers du monde, les U.S.A.

M. Léon Blum a déjà reçu un certain nombre d'exigences dont le résultat sera de consacrer la vassalisation économique de l'impérialisme français : abaissement des tarifs protectionnistes, suppression du contrôle des changes, renouvellement de l'accord franco-américain. Les financiers des U.S.A. ont également manifesté leur mécontentement à propos des accords bilatéraux que Bidault a conclus avec d'autres puissances.

« Aucune considération politique n'est intervenue dans les débats », ose affirmer le jésuite Blum, mais le Bureau Confédéral de la C.G.T. dans un communiqué daté du 22-5 doit signaler l'envoi d'un télégramme des U.S.A. déclarant que l'élection du candidat de la C.G.T. à la tête d'un conseil d'administration « créerait des difficultés pour la conclusion des accords en discussion... ».

Une arme antisoviétique

LA VERITABLE signification des accords financiers franco-américains, les perspectives misérables qu'ils ouvrent à l'économie française, les répercussions politiques qu'escomptent les milieux réactionnaires, tout cela éclaire plus vivement l'attitude des grands partis.

Le M.R.P. et le P.R.L. se servent de l'or américain comme d'une nouvelle arme antisoviétique pour effrayer les classes moyennes ; ils leur présentent la perspective d'une banqueroute proche, celle d'une misère accrue si l'Amérique se refuse à financer le plan Monnet, au cas où les communistes reviendraient en majorité à la Constituante.

Les « considérations internationales » auxquelles si souvent les chefs de la S.F.I.O. font allusion pour justifier leur manque de hardiesse et leurs capitulations prennent aujourd'hui une signification concrète. A. Philip se soumet, sans protester, aux exigences des trusts d'outre-Atlantique, il déclare que le secteur nationalisé ne sera pas étendu. Gouin s'affirme pour une deuxième Assemblée capable de freiner les initiatives, trop audacieuses de la première.

Le P.C.F., s'il garde encore une attitude réservée, n'en est pas moins conscient du danger que représente pour l'Union soviétique la conquête « pacifique » de nouvelles bases en Europe. Mais il se refuse à rompre la politique de collaboration de classes. Aussi n'a-t-il d'autre ressource que d'appeler les travailleurs à produire toujours plus pour essayer d'assurer l'indépendance économique du pays. Mais les réparations allemandes, pas plus que les efforts des ouvriers, ne sont capables de rebâtir une économie CAPITALISTE française prospère. La politique du P.C.F. n'est donc pas seulement criminelle, elle est aussi utopique...

Un plan ouvrier de production

Seul le prolétariat peut effectivement assurer l'indépendance économique et réaliser la reconstruction du pays, à la condition de s'engager résolument dans la voie où l'appelle le P.C.I., celle de la lutte contre la bourgeoisie pour lui arracher les rênes de la production et les sources du crédit. L'exemple de la Russie soviétique, au lendemain de la deuxième guerre impérialiste, n'est-il pas la meilleure preuve que le prolétariat est capable, et seul capable, d'entreprendre et de réaliser la reconstruction d'un pays qui apparaît aujourd'hui comme la deuxième puissance économique dans le monde ?

Mais si les masses ouvrières et paysannes de l'U.R.S.S. ont pu venir à bout de cette tâche, malgré l'absence totale de capitaux, le blocus impérialiste et l'état arriéré du pays lui-même, à plus forte raison, une telle chose est réalisable en France et dans les pays européens.

C'est, avec cette perspective, la seule qui ne soit pas utopique, que le P.C.I. appelle les travailleurs à lutter, dès maintenant, pour obtenir la substitution au plan de rééquipement d'une bourgeoisie incapable, celui que la C.G.T. et les ouvriers organisés dans leurs comités élaboreront en tenant compte en premier lieu des besoins des masses laborieuses de la ville et des champs.

Pour exproprier, sans indemnité ni rachat, les industries-clés et les banques, et donner ainsi la possibilité financière de réaliser le plan.

M. J.

GRÈVES AMÉRICAINES

Des grévistes américains, portant des panonceaux sur lesquels on peut lire : « En lutte pour un salaire décent », « Nous ferons grève jusqu'à ce que vous acceptiez de payer. »

TRUMAN jette le masque

Après l'automobile, le charbonnage, l'industrie de l'acier, les téléphones, les cheminots américains sont entrés à leur tour dans la lutte. A travers une vague de grèves grandioses et sans précédents la classe ouvrière américaine a affirmé d'emblée sa force et ses gigantesques possibilités. Le capitalisme américain, qui a joui jusqu'à présent de sa position exceptionnelle et qui a pu jeter de larges aumônes à la classe ouvrière d'outrae-Atlantique, s'est senti, pour la première fois dans son histoire, pris à la gorge par cette audacieuse entrée en lutte du prolétariat : il s'agit pour ce dernier, non seulement de s'assurer une « meilleure part » du revenu national, mais encore DE S'AFFIRMER COMME UN FACTEUR AUTONOME QUI SE DRESSE — *pour la défense de ses revendications* — CONTRE LES PARTIS BOURGEOIS ET CONTRE LA MACHINE GOUVERNEMENTALE SOUMISE AU GRAND CAPITAL. Et c'est cet aspect politique qui inquiète, à juste titre, les princes de Wall-Street — les tenants du Big busines — et leur président Truman qui se réveillent brusquement devant une classe ouvrière qui prend pour la première fois conscience de sa force.

Les grèves américaines ont manifesté dès leur déclenchement le niveau élevé de la conscience de la classe ouvrière. Les travailleurs de la General Motors (automobile) ont demandé par exemple « L'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE » afin de démasquer les agissements d'un patronat rapace qui se cachait derrière le sacro-saint « *secret commercial* » pour refuser aux ouvriers leur revendication d'augmentation des salaires. Les grévistes ont mis en avant le mot d'ordre du contrôle ouvrier pour la première fois dans l'histoire du nouveau monde.

L'idée d'un « Labour Party » — d'un parti ouvrier opposé aux deux partis traditionnels américains — le parti républicain et le parti démocrate — fait de plus en plus du chemin.

La riposte du patronat a été aussi féroce qu'en n'importe quel pays dictatorial... du « vieux continent ». La police et l'armée furent mobilisées contre les grévistes.

L'entrée en grève des cheminots qui a eu lieu jeudi dernier a encore élevé la combativité ouvrière : pendant quarante-huit heures, toute la vie économique a été paralysée par cette grève gigantesque, qui a acculé le « démocrate » Truman à jeter bas le masque qui couvre le visage hypocrite de l'impérialisme américain. Le grand-prêtre des « 4 libertés » de la fameuse charte de l'Atlantique s'est retourné comme une bête traquée contre le prolétariat américain.

Vendredi, Eisenhower a été convoqué d'urgence à la Maison-Blanche. Les cheminots ont été menacés de la réquisition de l'ensemble du système ferroviaire. L'armée, alertée, se tenait prête à remplacer les grévistes.

Le bruit des bottes a fait plier les dirigeants syndicaux à qui le président Truman a accordé — in extremis — une aumône de 18 cents de l'heure à faire valoir aux grévistes.

Samedi, profitant de ce succès arraché sous la menace de l'armée, Truman s'est fait accorder en hâte, par le Congrès américain, des pouvoirs dictatoriaux qui rappellent la législation Daladier :

1° Truman aura désormais le droit d'intervenir contre tout dirigeant syndical qui inciterait à une grève « *dirigée contre le gouvernement* ». (On a qualifié de grève dirigée contre le gouvernement toute grève généralisée).

Des peines sévères d'emprisonnement sont prévues contre les meneurs.

2° Truman s'arroge le droit de priver les ouvriers de leurs droits d'ancienneté au cas où ceux-ci prendraient part à une grève « contre le gouvernement ».

3° Enfin, Truman peut incorporer dans l'armée tout ouvrier gréviste participant à une « grève contre le gouvernement ».

L'ensemble de cette législation dictatoriale témoigne, comme nous le disons plus haut, par ses termes, non seulement la profondeur de la lutte, mais encore le caractère hautement politique de la secousse qui ébranle les assises de l'impérialisme américain.

A travers ces luttes, le prolétariat américain s'affirme, même aux yeux des sceptiques incurables, comme l'allié inestimable, non seulement de l'U.R.S.S., mais encore du prolétariat mondial sur lequel l'impérialisme américain étend à présent son ombre. Les valets de la Wall-Street et leur thuriféraires européens accusent hypocritement les grévistes américains « d'affamer » l'Europe en un moment déjà critique. Cette accusation éhontée n'est destinée qu'à justifier les mesures sanguinaires que la Maison-Blanche prend contre le prolétariat américain.

En réalité, par leur admirable combat, les grévistes américains confirment notre inébranlable conviction que le pilier de l'impérialisme mondial, l'impérialisme américain, est lui aussi un colosse au pieds d'argile... Les tenants de la bombe atomique, avant de pouvoir asseoir leur domination sur le monde en ruines, auront d'abord à maîtriser ce géant plein de force qui naît dans le feu du combat : le jeune prolétariat américain...

Etienne MARC.

Solidarité avec les grévistes des U.S.A.

Télégramme adressé par le P.C.I. à nos camarades des U.S.A.

Parti Communiste Internationaliste, section française Quatrième Internationale, sans réserve solidaire avec votre grève. Appelle prolétariat français à vous soutenir contre répression et calomnies gouvernementales.

Bureau Politique du P.C.I.

Nos mots d'ordre

Pour un plan ouvrier de la production (II)

Nous avons vu, dans le dernier numéro de « La Vérité », pourquoi, malgré les efforts accrus des travailleurs, la production n'est pas orientée en vue de satisfaire leurs besoins, nous avons vu comment, enchaînée à la politique de collaboration avec l'Etat capitaliste, la C. G. T. n'a pu impulser une véritable reprise de la production vers des œuvres de paix et de première nécessité.

Est-ce à dire qu'il n'y a rien à faire ? En aucune façon. Le patronat et son gouvernement se sont trouvés dans l'obligation d'instituer des comités d'entreprises. Ces comités d'entreprises, les dirigeants de la C.G.T. veulent les cantonner dans un rôle d'auxiliaires du patron. Ainsi qu'en font foi les déclarations de Croizat, qui déclarait :

« Le comité d'entreprise ne doit pas se substituer au patron dans la direction de l'entreprise. »

Au contraire, la classe ouvrière doit lutter pour étendre tous les pouvoirs de contrôle sur la gestion des entreprises. Les délégués élus des travailleurs doivent prendre en main le contrôle des stocks, des matières premières, de l'outillage, de l'organisation de la production.

Par localité, par région, à l'échelle nationale, par branches de production et entre les diverses branches de production, les délégués élus des comités d'entreprises organiseront des conférences permanentes, qui d'un bout à l'autre du pays deviendront les yeux et les oreilles de la classe ouvrière, dans sa lutte pour organiser et contrôler la production aux profits des exploités. Pas un délégué n'hésitera un seul instant à « se substituer au patron dans la direction ». Il y va de la vie même des travailleurs, car laisser aux patrons la possibilité de construire des V-2 alors que les paysans ont besoin d'engrais et de machines agricoles, c'est vouer les larges masses laborieuses à une famine certaine.

Le plan de production, c'est l'arme de classe du prolétariat pour instituer le contrôle ouvrier sur la production. C'est l'arme unique qui peut permettre de rassembler autour de la classe ouvrière toutes les couches pauvres de la population, et de donner aux paysans travailleurs les 150.000 tracteurs et 200.000 tonnes d'engrais azotés dont ils ont besoin. La production actuelle est infime en égard aux besoins de la terre. Même carence de production dans le domaine des objets de première nécessité : chaussures, textiles, etc...

Le capitalisme s'avère incapable d'assurer une orientation de la production vers des œuvres de paix, car il est de son intérêt de classe de produire pour des bénéfices grandissants, bénéfices que seule lui procure une production de V-2 et de bombardiers, étant donné le faible pouvoir d'achat des masses populaires incapables d'acheter les produits de première nécessité.

Les besoins non satisfaits des masses paysannes sont un facteur de division entre travailleurs. Il est aisé aux démagogues réactionnaires de rendre l'ouvrier des villes et les organisations ouvrières responsables de l'anarchie capitaliste puisque ces dernières occupent des postes de commande dans le pays. Un jour, qui peut être proche, les paysans se retourneront contre les dirigeants de la C.G.T., du P.S. et du P.C.F., et leur diront :

« Vous avez de beaux communiqués de victoire, victoire dans la bataille de la production du charbon, de l'acier, des textiles, etc., mais, pour nous, il n'y a pas de machines agricoles, il n'y a pas d'engrais. Vous avez si bien abattu les trusts qu'ils n'ont jamais autant fait de bénéfices. »

Alors, la situation sera grave, car tous les éléments seront donnés pour que la démagogie fasciste ait prise sur la paysannerie.

Ainsi, il apparaît que la lutte pour un plan de production élaboré par les délégués élus des travailleurs aux comités d'entreprises et exécutés sous le contrôle de tous les ouvriers, loin d'isoler la classe ouvrière des classes moyennes, est la seule issue pour barrer la route au fascisme.

Pierre BOUSSEL.

(2) Voir *La Vérité*, n° 124.

Bravo, les ménagères de Nantes et de Nice

Depuis le 18 mai, le commerce des légumes est devenu libre à *Nantes*. C'est dire que la spéculation s'est donné libre cours ; les prix ont monté en flèche. Les ménagères nantaises, restées passives jusqu'ici, se sont fâchées. Elles s'en prirent tout d'abord à des détaillants du marché de Talensac qui offraient des artichauts à 80 francs le kilo. Mais elles s'aperçurent que les fauteurs de vie chère étaient beaucoup moins les petits commerçants que les grossistes et les maraîchers.

Aussi, le 24 mai, des ménagères décidées gagnaient les halles du Champ de Mars et prenaient les affameurs à partie avec une telle vigueur que, malgré l'intervention de la police « républicaine », les petits pois tombaient de 25 francs à 20 francs le kilo et les carottes de 20 francs à 15 francs.

A *Nice*, le 22 au matin, premier jour de liberté du commerce en matière de légumes, les prix avaient augmenté dans des proportions de 50 à 100 %. Plusieurs marchés de Nice ont été témoins de révoltes de ménagères, avec renversement d'étalages, pillages, etc. (surtout marché Gambetta et cours Salexa). Le résultat ne s'est pas fait attendre : dès le lendemain, les prix ont baissé pour atteindre maintenant un prix inférieur à la taxe. Exemple : les pommes de terre, vendues jusqu'au 21 : 52 francs le kilo, étaient passées à 70 francs le 22, sont aujourd'hui à 39 francs.

Bravo les ménagères! Voilà qui est bien!

Ménagères de France, les ménagères de Nantes et de Nice vous ont montré la voie. aPrtout le retour à la vente libre des légumes a entraîné une hausse formidable des prix.

Les petits commerçants ne profitent pas de cette augmentation et les petits paysans très peu. Par contre, les intermédiaires y gagnent gros.

Pour en finir avec le marché noir il faut, dans chaque quartier, constituer des comités populaires permanents groupant les ménagères et les petits commerçants. Il faut que les syndicats ouvriers soutiennent votre action et appellent les travailleurs à descendre dans la rue chaque fois que ce sera nécessaire.

Au cri de "Nos Salaires" 4.000 employés manifestent devant le Ministère des Finances

A L'APPEL de leur syndicat, lundi 27 mai, à 17 heures 30, 4.000 employés massés devant le ministère des Finances, bloquent toute la circulation de la rue de Rivoli et débordent place du Palais-Royal.

Sous une pluie battante ils scandent « Nos salaires » et « Philipp au poteau ».

Malgré l'orage qui éclate, les manifestants attendent leur délégation qui essaie d'être reçue pour exposer leurs revendications. Ils la soutiennent par leurs cris, faisant sentir aux autorités qu'ils sont décidés à obtenir satisfaction.

La police arrive

Bientôt la police arrive, elle va essayer de refouler la foule vers la place du Palais-Royal et sous les arcades. Mais les sténos-dactylo, les rédacteurs, les employés sont conscients que c'est à l'intérieur du ministère que se passe la bataille et ils veulent à tout prix rentrer. La police à fort à faire. Un homme et une femme sont arrêtés; protestations indignées des manifestants, qui ne goûtent guère ces procédés peu démocratique.

« Nos salaires », « Reclassement »

« A quel office appartenez-vous? » « Art et création », me répond une manifestante. « Nous voulons obtenir du ministère des Finances l'assurance d'être payés à la fin du mois. Vous devez savoir, en effet, que les Offices professionels vont être dissous très prochainement. Jusqu'à maintenant les employés des organismes semi-officiels étaient payés par la C.A.R.C.O.

« Elle a été dissoute le mois dernier, et bon nombre de commerçants n'ont pas payé leur taxe, ce qui fait que la C.A.R.C.O. n'a plus d'argent.

« Nous voulons obtenir aussi la création d'un organisme de reclassement et ne pas être licencié, sans perspective de travail ailleurs. — Comment gagner sa vie! » Sa révolte est grande : « Ce sont les syndicats patronaux qui vont prendre leur succession. Ce sont toujours les gros patrons, ceux qui sont bien en place qui vont profiter de la nouvelle situation.

« Pour le petit commerce il n'y aura rien de changé, pour la population ce sera encore pire, car les patrons seront encore plus libres, si l'on peut dire!

« Nous voulons avoir notre indemnité de licenciement qui nous a été promise. Il faut que l'Etat nous paie, et le premier, respecte les contrats entre employeurs et salariés. »

Retour de la délégation

Déjà une heure d'attente. La foule est toujours aussi dense. Il est 18 heures 30. La délégation apparaît à une fenêtre du ministère et fait signe qu'elle arrive, tous les employés l'applaudissent par des vivats joyeux.

Je parviens à arriver jusqu'à Dumont, responsable syndical, membre de la délégation.

« Nous avons été reçus par le chef du cabinet du ministre des Finances qui ne nous a donné aucune réponse. La question sera posée au Conseil des ministres. Tous les employés sont décidés à faire aboutir leurs justes revendications. Nous irons jusqu'au bout, nous ne voulons plus de vaines promesses. Si nous n'obtenons pas satisfaction, nous irons jusqu'à la grève. »

Les métallos nantais à l'action contre les affameurs

La situation alimentaire des travailleurs nantais ne fait qu'empirer de jour en jour. Alors que le cheptel de la Loire-Inférieure est plus important qu'en 1938, alors que les terres maraîchères nantaises foisonnent de légumes, la viande est introuvable et les légumes sont hors de prix.

Devant ce scandale, les métallurgistes nantais ont réagi malgré l'opposition de leurs leaders syndicaux.

Le 21 avril, les ouvriers des chantiers de Bretagne exigèrent, par le truchement de leurs délégués, que l'union locale organise une manifestation. En cas de refus, ils menaçaient de faire la grève de la cotisation.

Du coup les bonzes de la Bourse du Travail, inquiets pour leur salaire, donnèrent l'ordre de débrayer aux entreprises nantaises. Plus de 10.000 travailleurs vinrent assaillir les locaux du ravitaillement général, dont les fenêtres furent enfoncées. Comme toujours, les militants du P.C.I. furent en tête des manifestants. Mais les militants de l'U.J.R.F. et du P.C.F. firent également preuve d'une grande combativité. Jusqu'au moment où... leurs responsables les rappelèrent à l'ordre, sous prétexte qu'on était à la veille des élections, qu'il ne fallait pas faire le jeu de la réaction en effrayant les classes moyennes, qu'il ne fallait pas créer de difficultés au gouvernement, etc.

Les bureaucrates de la Bourse réussirent à emmener les manifestants au Champ de Mars pour y écouter des discours, essayant de les calmer par des phrases démagogiques. La manifestation se termina ainsi en queue de poisson pour la plus grande satisfaction des affameurs.

Au lieu de cela, il eût fallu occuper les locaux pour arracher au préfet le contrôle du ravitaillement général par des délégués des ouvriers, des ménagères et des petits commerçants. Il eût fallu au besoin appuyer le lendemain cette revendication par un débrayage général de tous les travailleurs nantais.

Bien loin d'effrayer les classes moyennes et de porter préjudice aux partis ouvriers et à la C.G.T., une telle action ne peut au contraire que leur attirer la sympathie de toute la population laborieuse y compris les classes moyennes qui veulent à tout prix que cela change.

C'est tellement vrai que, deux jours après, l'*Avenir de l'Ouest*, le torchon local du P.R.L., sentant combien le mouvement des métallos était populaire, attaquait les dirigeants de la C.G.T., non pas pour avoir déclenché une manifestation, mais pour l'avoir sabotée. Grâce à la trahison des bonzes syndicaux, le P.R.L. peut proclamer démagogiquement qu'il n'y a rien de bon à attendre des organisations ouvrières ,laissant supposer qu'avec le colonel Félix cela irait beaucoup mieux.

Les travailleurs nantais déjoueront la manœuvre du P.R.L. Ils prouveront que seules les organisations ouvrières peuvent lutter efficacement contre les trafiquants en préparant activement une action généralisée pour le contrôle populaire du ravitaillement et en procédant à l'élection de responsables décidés à mener la lutte jusqu'au bout.

Passez aux permanences du P. C. I.

Région parisienne : 19, rue Daguerre (au fond de la cour), Paris-14e. Tous les jours de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 h. à 12 heures.

Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.

Bordeaux: 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

Nantes : Café d'Alsace, r. Léon-Jamin. Tous les samedis, de 15 h. à 18 heures.

Grenoble : Café Mayousse, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 19 heures.

Clermont-Ferrand : Place Gaillard. Café National. Tous les samedis de 16 h. à 19 heures. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

Saint-Etienne: Place du Peuple, Café Bessot. Samedi de 17 h. à 19 heures.

Lille : Café-hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est. Vieille Bourse du Travail. Samedi de 17 h. à 20 heures.

Angers : le dimanche matin chez Tidone, 61, rue Victor-Hugo.

Brest : Ecrire à Gérard Trevien, 89, rue du Guelmeur, Brest-St-Marc.

Nice : Bar « Chez Bernard », 48, avenue Borriglione. Samedi de 18 h. à 19 h. 30. Dimanche de 10 h. 30 à 12 h.

Marne : Ecrire à Robert Cheramy, 6, rue Saint-Lazare, Châlons-sur-Marne.

PERMANENCE DE LA J.C.I. : Café Augé, 6, rue des Archives (4e). Métro : Hôtel-de-Ville. Samedi de 14 heures à 18 h. 30.

La crise du pain

(Suite de la première page.)

quintaux de l'U.R.S.S. et quand aux U.S.A. personne n'ose avancer un chiffre quelconque.

Aussi dès maintenant les arrivages sont LARGEMENT EN DESSOUS des prévisions minima envisagées pour la soudure.

Ce que l'on cache aux travaillleurs

La politique de mendicité à l'extérieur n'a donné et ne peut donner que de piètres résultats, Mais ceci on n'ose pas le dire aux travailleurs.

Le P.C.F. a fait un gros battage autour du « beau blé russe » et des 5.000 000 de quintaux de céréales que l'U.R.S.S. nous envoyait pour la soudure. Ce que les staliniens ont oublié de dire, c'est que ni l'U. R. S. S. n'avait de bateaux suffisants, ni la France ne voulait disposer de ses bateaux (autrement que pour envoyer des troupes en Indochine). Le résultat est que le blé russe n'arrive qu'en quantité largement en dessous des cotes prévues. Le résultat est que la totalité de ce blé n'arrivera probablement qu'après la soudure. Le résultat enfin de cette opération, c'est qu'en même temps que la France reçoit le blé soviétique, le sinistre Truman arrête... presque dans la même proportion... les envois américains.

Le « blé russe » est devenu le paravant derrière lequel on tente de discréditer l'ensemble des partis ouvriers. Le blé russe est devenu une opération qui permet aux affameurs de rejeter la responsabilité de la crise du pain sur autres que sur eux-mêmes... Voilà la vérité que personne n'ose annoncer aujourd'hui; le tam-tam sur le « beau blé russe » empêche le P.C.F. de dire la vérité sur l'état des importations. Le tam-tam de la S.F.I.O. sur les « crédits américains » empêchent les réformistes de dévoiler le chantage de Truman avec le blé américain... Et pendant ce temps-là, les stockeurs de blé, du blé de la récolte de 1945, les affameurs, partisans comme de bien entendu du M.R.P. ou du P.R.L., attendent tranquillement que la famine montre ses dents..

De l'audace contre les affameurs

La politique de mendicité à l'extérieur n'est qu'une vaste imposture. Elle ne pourra jamais assurer le pain quotidien au travailleur. Les mêmes fuites, qui se sont produites avec la récolte nationale, commencent d'ailleurs aussi avec le blé d'importation.

De l'audace inflexible envers les affameurs, les rois de la meunerie et les centres de stockage tel est le mot d'ordre du petit paysan qui a livré son blé, de la ménagère au panier vide, du travailleur chaque jour plus affamé.

On espère tranquilliser les masses laborieuses en agitant devant elles la promesse (toujours la promesse) de meilleures importations, ou encore celle de la « belle récolte algérienne ». Disons-le tout de suite : l'Algérie a été soumise à une véritable politique de famine ces derniers mois. Les arrivages ont été là-bas, plus encore qu'ici bien *au-dessous des besoins*. Arracher une partie quelconque à la culture algérienne, c'est voler le pain de la bouche d'une population décimée par la famine, c'est pratiquer l'assassinat de tout un peuple.

Pour notre pain quotidien il faut faire rendre gorge aux affameurs ! Il faut exproprier, avant qu'il ne soit trop tard les rois de la meunerie, et mettre sous le contrôle des ouvriers et des ménagères les centres de stockage. J. M.

UNION DES OUVRIERS ET DES PAYSANS TRAVAILLEURS (1)

La terre à ceux qui la travaillent

par Alain Le DEM

Il y a soixante-dix ans, deux paysans français participaient au ravitaillement d'un citadin. Aujourd'hui, au contraire, un paysan français doit nourrir deux citadins.

Les paysans ont quitté la terre parce qu'ils n'y pouvaient plus vivre. Il y a des terres qui ne nourrissent pas leur homme. Mieux vaudrait les rendre à la forêt et intensifier la production sur les bonnes terres.

Le paysan ne restera à la terre que s'il y vit à l'aise. Ceci suppose d'une part la modernisation de l'outillage et des techniques d'exploitation, l'électrification véritable et l'adduction d'eau, la coopération et la création de Stations intercommunales de machines agricoles. Dans ces S.I.M.A., le matériel et les techniciens qualifiés pour l'utiliser seront mis par l'Etat à la disposition des cultivateurs au plus bas prix.

L'utilisation du matériel moderne exige le **remembrement des terres.** Les parcelles enchevêtrées à peine plus grandes qu'un mouchoir doivent céder le pas au fonds groupé autour de la ferme en un bloc chaque fois que possible, en deux blocs : terres cultivables d'une part, terres d'élevage d'autre part lorsque la nature du sol ne permet pas de les avoir contiguës.

Le remembrement des terres doit se faire sous le contrôle des comités de paysans travailleurs y compris les ouvriers agricoles. Il sera l'occasion d'affirmer la réalité du principe : « La terre à ceux qui la travaillent. » Ainsi se trouve liée au remembrement la nécessité d'assurer au paysan la possession et la garantie de son principal outil de travail. Le premier pas dans cette voie doit être la remise aux paysans travailleurs, sous le contrôle des comités, des terres appartenant aux non-cultivateurs (à moins qu'ils n'aient des enfants susceptibles de les exploiter en propre à fin de bail).

En premier lieu des terres achetées depuis 1939 par des non-paysans indemnisées pour la petite et moyenne exploitation. L'indemnité sera fixée par les comités de paysans travailleurs.

L'application intégrale des lois sociales doit être faite à la campagne. Il est faux de dire que c'est impossible. Les modalités d'application diffèrent seulement du fait que les récoltes doivent être effectuées à temps. La répartition annuelle des heures de travail, l'emploi du machinisme, permettant de rentrer en quatre heures une récolte qui demande deux jours, facilitent l'application des lois sociales. Mais il est injuste de n'en point faire bénéficier les petits propriétaires et fermiers. Eux aussi doivent avoir le droit aux loisirs. Ils doivent de plus être déchargés des frais leur incombant du fait des lois sociales.

Il faut aussi permettre aux vieux de se retirer au moins à cinquante-cinq ans. Ce n'est possible que par l'application à tous de la retraite des vieux. Cette retraite, qui s'intègre dans le cadre des lois sociales, doit assurer à chaque vieux une retraite équivalant au moins à la moitié du salaire normal d'un ouvrier. Il est évident qu'elle ne peut être basée que sur le salaire ouvrier revalorisé et comme lui soumise dès lors à l'échelle mobile.

Le financement de ces améliorations peut s'opérer par la nationalisation sans indemnité des trusts financiers des banques et des assurances.

Ceci montre une fois de plus que l'intérêt des ouvriers et des paysans travailleurs est étroitement lié puisque les uns et les autres ne peuvent vivre qu'en expropriant les gros actionnaires et les gros propriétaires fonciers.

C'est parce qu'ils sont conscients de cette communauté d'intérêts entre travailleurs des villes et des champs que les agents du capitalisme s'efforcent de les diviser en dressant les ouvriers contre les paysans et vice versa.

Dans l'immédiat, le paysan ne peut continuer à produire aux cours actuels les produits indispensables à l'alimentation humaine, tels le blé et le lait, sans se ruiner. Or il ne peut y avoir de relèvement normal de ces prix que si les consommateurs sont en possession d'un pouvoir d'achat suffisant. C'est-à-dire que la revalorisation du blé et du lait doit aller de pair avec l'augmentation des salaires des ouvriers et des fonctionnaires. Cette augmentation doit être accompagnée du contrôle des ouvriers et des paysans sur la production afin de réduire la marge bénéficiaire scandaleuse des profiteurs intermédiaires.

Le bas prix du lait et du blé comme les bas salaires des ouvriers et des fonctionnaires sont indispensables au capitalisme pour maintenir l'accumulation du capital dans un nombre restreint de mains et permettre ainsi au capitalisme français de se survivre.

Toute tentative de revalorisation risque de gêner la politique de « grandeur » du capitalisme français. C'est pourquoi parlementaires de gauche et de droite refusent satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs des villes et des champs. Ils ne pourraient y souscrire qu'en portant atteinte au régime moribond qu'ils tentent au contraire de replâtrer.

Il ne reste qu'une solution :

Pour la revalorisation des salaires ;

Pour la revalorisation du blé et du lait ;

Pour la suppression des intermédiaires profiteurs ;

Pour le remembrement des terres ;

Pour la modernisation de l'outillage, de la technique et du milieu agricole ;

Pour « la terre à ceux qui la travaillent » :

Pour les lois sociales à tous :

Pour la retraite demi-salaire à tous les vieux ;

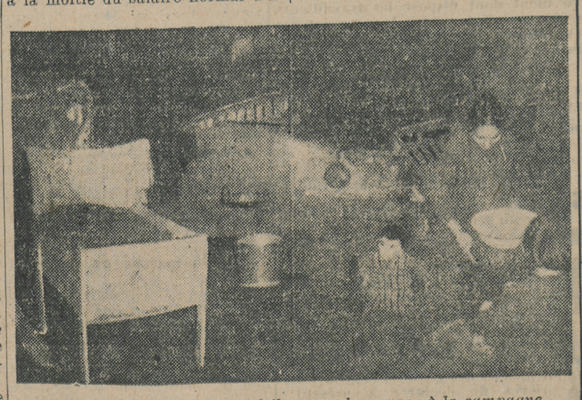
Pour le contrôle du Ravitaillement et de la Production ;

Pour supprimer le marché noir.

Il faut dans chaque village ou dans chaque commune, comme dans chaque usine et dans chaque quartier former les comités ouvriers et les comités de paysans travailleurs en liaison avec les comités de ménagères et de petits commerçants.

Il faut que les comités prennent en main la production et la consommation et instaurent ainsi le gouvernement ouvrier-paysan.

(1) Voir la *Vérité* n° 124.



Ce logement sordide n'est hélas pas chose rare à la campagne.

Un ministre du marché noir

ENFIN, le gouvernement s'engage dans la voie du « neuf » et du « raisonnable ». Pour améliorer le ravitaillement, MM. les ministres ont décidé de s'engager dans la voie de la « liberté » économique. Autrement dit, pour supprimer le marché noir, on décide que le marché noir s'appellera demain marché blanc. C'est fort astucieux et il suffisait d'y penser.

Nous avons démontré dans nos précédents articles que les consommateurs, les petits paysans et les petits commerçants avaient un ennemi commun : les grossistes et les intermédiaires. Nous disions qu'en remettant l'organisation du ravitaillement aux représentants de ces trois catégories, on pouvait obtenir de notables améliorations pour le peuple. La démonstration en est faite par les informations que nous envoient nos camarades du Nord. Dans beaucoup de fermes de cette région les paysans ne savent que faire de leurs œufs. *Ils n'acceptent de vendre de pommes de terre que sous condition d'acheter une douzaine d'œufs pa kilo de pommes de terre.* A quel prix ? direz-vous. Mais au prix de la taxe, tout simplement. Sans doute, cette abondance n'est pas restée inaperçue dans les sphères gouvernementales, puisque depuis quelques jours on peut trouver dans toutes les crèmeries de Paris des œufs en vente libre. A quel prix ? Mais officiellement à 14 francs l'œuf. Il n'y a pas assez d'œufs, paraît-il, pour faire des distributions à la taxe. Avec un bénéfice supplémentaire de 100 francs par douzaine, MM. les grossistes consentent à ravitailler la capitale. Nos ministres ont accompli là une grande réforme : le marché noir n'est plus derrière le comptoir, mais sur le comptoir. Cela est plus pratique pour ces dames de la société, qui n'auront plus à prendre des airs de conspirateurs ni d'envoyer des cartes postales de Deauville ou de Monaco à leur crémière. Le peuple y trouvera également son compte: il pourra *voir* la marchandise. Comme en Espagne, où il y a de tout dans les magasins pour ceux qui ont de l'argent. Cette abondance l'encouragera à produire, réconforté de savoir que ses patrons pourront manger des œufs à la coque. Mais il faut compléter cette réforme hardie : le gouvernement a le devoir maintenant de punir les paysans coupables de vendre dès œufs au prix de la taxe. Il s'agit là d'un véritable « sabotage trotskyste » portant atteinte aux intérêts des intermédiaires et des grossistes et capable de faire baisser les cours.

Fort satisfait de ses initiatives, le gouvernement a décidé de généraliser cette méthode. Il doit commencer en rendant la viande au marché libre. Il paraît que de cette façon « on » aura de la viande. Qui ça, « on » ? Tout simplement les mêmes qui peuvent se payer des œufs à 14 francs pièce. Car la viande passera ainsi à DEUX CENTS FRANCS le kilo. Mais on conservera pour le peuple « des bas morceaux » à 100 francs le kilo. Ceux qui passent trois mois par an à Cannes et trois mois à Deauville pourront manger de la viande fraiche toute l'année. Grâce aux philanthropes bourgeois, qui ne reculeront devant aucun sacrifice, le peuple aura à sa disposition des « bas morceaux » et les chiens des os. Pas n'importe quels chiens, car grâce au retour à la « liberté » du commerce, on pourra recommencer légalement à servir de la « première qualité » à discrétion dans les restaurants de chiens. Vite, vite, messieurs les ministres, ne vous arrêtez pas en si bonne voie : tous les chiens de Passy et des Champs-Elysées sont avec vous pour « la liberté ». Ils veulent la « liberté » pour le lait à 20 francs le litre et la « liberté » pour le beurre à 500 francs le kilo ! Car nous nous sommes battus pour la « liberté » !

Marcel BAUFRERE.

A travers la PRESSE OUVRIERE

Production et salaire

Augmenter la production, est-ce augmenter le niveau de vie des masses laborieuses? C'est une des questions essentielles qui oppose à l'heure actuelle la majorité confédérale et l'opposition syndicaliste révolutionnaire.

R. Mabert, secrétaire de la Fédération des cuirs et peaux, dans La Vie ouvrière *du 23 mai 1946, écrit :*

« Ce qui compte pour les travailleurs, c'est la valeur réelle du salaire. Son pouvoir d'achat est intimement lié à la question des prix, dont la compression est maintenant rendue possible en raison même de l'augmentation de la production qui diminue le prix de revient d'une part et, d'autre part, par l'assainissement de l'économie, la suppression des éléments parasitaires qui n'ont absolument rien à voir et qui prélèvent cependant de copieux bénéfices. »

Et il conclut :

« Le salaire ne doit pas être considéré par le volume des billets que l'ouvrier reçoit à la fin de la semaine, mais par le volume des marchandises qu'il lui permet de se procurer. »

Mabert, s'il a raison de dire que ce qui importe c'est le pouvoir d'achat des salaires, veut nous faire croire par contre que la diminution des prix est devenue une réalité et qu'ainsi les salaires ont été revalorisés. On pourrait citer mille exemples qui prouvent que les prix sont en hausse constante. Et les travailleurs auront le temps d'attendre cette « revalorisation » de leur salaire car, dans une économie délabrée comme la nôtre, il faudra des dizaines et des dizaines d'années avant que ne rejoue à plein la loi de l'offre et de la demande.

Lambert, dans Le Front ouvrier, *nous indique à qui profite la production et répond, chiffres en main, qu'elle profite surtout aux trusts :* « Le ministère de la Production industrielle a publié des indices qui démontrent que la production augmente ayant tout les bénéfices capitalistes.

« Ainsi, le salaire horaire moyen dans l'industrie de la sidérurgie est passé, de janvier à juillet 1945, de l'indice 100 à 148. Mais l'indice du chiffre d'affaires est passé de 100 à 457.

Le salaire au rendement c'est une attaque contre les salaires

Leprix, des P. T. T., dans Forces ouvrières *du 23 mai, commentant le manifeste de la C. G. T., constate que* « la reconnaissance dans le texte de l'échec de leur politique aurait dû amener les majoritaires à revoir leur position en ce qui concerne la question des salaires et des prix ».

Et Leprix cite Monmousseau de 1928 : « Tous ces travaux à la prime, à la tâche, aux pièces, que le patronat cherche à développer, visent à pousser le rendement au maximum en assurant au patronat l'augmentation de ses bénéfices.

Disparité entre les salaires et les prix

Et P. Leclerc, de la Société générale des coopératives de consommation, dans Le Peuple *du 25 mai, indique :* « Il est incontestable qu'actuellement il y a disparité entre les salaires et les prix », *et Léon Jouhaux lui-même, dans* Forces ouvrières *du 23 mai 1946, est obligé de le reconnaître, tout en continuant la politique de collaboration avec les agents du patronat, politique à laquelle il restera fidèle contre vents et marées. Il écrit :* « On peut bien dire que, dans une certaine mesure, le blocage des prix a fait faillite. Et il en résulte que, blocage des salaires et blocage des prix ayant été liés et ce dernier n'ayant pu être réalisé, il faut maintenant réexaminer la question des salaires ».

Lutte de classes pour un salaire vital

Mais suffit-il de dire : il faut réexaminer la question des salaires, comme le fait Jouhaux? La résolution du 27e congrès de l'Union départementale des syndicats ouvriers et employés confédérés de Maine-et-Loire constate « que le fossé entre les possédants et les salariés s'approfondit davantage et estime que la lutte des classes doit s'intensifier » et l'assemblée générale du Syndicat des cadres et employés du bâtiment de cette même région montre la voie juste: « Elle demande au comité confédéral de concentrer ses efforts en vue d'apporter une amélioration au standard de vie des ouvriers : relèvement des salaires, échelle mobile, lutte efficace contre le marché noir et le capitalisme qui l'engendre ».

Et Dumont, dant Front ouvrier *du 10 mai 1946, montre que c'est seulement par la lutte contre le patronat que les ouvriers peuvent avoir satisfaction :* « Cette volonté de lutte de classes contre le patronat et son Etat — lutte où la solidarité ouvrière aura un sens et où l'unité sera ainsi solidement cimentée dans l'action — marquera le début d'une période de victoires sur le plan des revendications et assurera à notre C. G. T. des effectifs de plus en plus nombreux et actifs ».

M. FELZEN.

Lettres d'Usines

Le travail au rendement dans les P. T. T.

Camarades,

Il y a quelques mois une circulaire destinée aux chefs de service aurait invité ces derniers à tenir compte de la sous-alimentation générale du personnel dans les notations, en particulier celles de fin d'année. On paraissait donc être devenu raisonnable dans les hautes sphères de notre administration. Hélas ! ce n'était qu'un rêve, du moins pour les monteurs des P.T.T., catégorie à laquelle j'appartiens depuis 1936.

Des preuves, je pourrais vous en citer de quoi composer de véritables bouquins, mais une seule suffira, je pense, à vous démontrer la bienveillante sollicitude de l'administration.

Nous avons droit, en cas de maladie, à trois mois payés intégralement. C'est là le seul avantage réel sur les camarades des A.S., avantage discutable d'ailleurs puisque ne faisant pas partie des A.S., tous les avantages procurés par ces dernières ne peuvent nous être accordés. Primitivement, l'année dite de maladie allait d'octobre à octobre. Ainsi un agent malade en mai, juin, juillet 1944, par exemple, avait droit à partir d'octobre 1944 à trois autres mois de maladie à plein traitement, à valoir sur l'année, octobre 1944-octobre 1945.

C'était se montrer trop généreux; l'Administration allait entreprendre la chasse aux tire-au-flanc, d'où une nouvelle réglementation, appliquée depuis quelque temps déjà. Désormais, dès qu'un agent tombe malade, on totalise ses jours de maladie en se reportant un an en arrière, depuis la date à laquelle il cesse son service. Dès l'instant que ce total atteint 90 jours, l'agent est mis à demi-solde. Dans l'exemple précédent, l'agent tombé malade en octobre 1944 sera donc mis dès le premier jour à demi-solde. Je m'explique ! Notre agent menacé de la demi-solde, hésite malgré ses appointements royaux à se faire porter malade, il doit tenir le coup coûte que coûte, c'est justement ce que demande notre vieille marquise et son but est atteint.

Je vous avais promis de ne citer qu'un exemple, je ne peux résister au désir de le compléter.

Il est bien entendu que dans les notations de fin d'année il ne sera pas tenu compte pour le rendement des maladies à caractère non chronique : telle la jaunisse, la fièvre typhoïde, etc... Mais la réalité est toute autre. Non contente de confondre volontairement assiduité et rendement l'Administration tant aimée n'a pas hésité cette année encore de menacer un de mes collègues d'un retard à l'avancement si son rendement ne s'améliorait pas. Or, s'il est vrai que cet agent totalise 55 jours de maladie pour l'année écoulée, ces jours de maladie se décomposent ainsi : 2 congés de 1 jour, consécutifs à piqûre antiparatyphoïdique et 1 congé de 53 jours à la suite d'une jaunisse.

Si cette lettre a pu vous intéresser, je pourrai une autre fois vous parler du rendement proprement dit pour une journée de travail, des 48 heures effectuées dans une semaine et de notre salaire de semaine qui n'est que de 40 heures.

Salutations communistes.

R. RIVAT.

Nous sommes certains, camarades, que ta lettre intéressera tous les lecteurs de la « Vérité », car elle montre concrètement comment les travailleurs sont traités dans l'Administration. Nous t'engageons à continuer d'écrire à la « Vérité » sur les sujets que tu proposes à la fin de ta lettre.

A propos de la lettre « reconvertion chez Gnome et Rhône »

Cher Camarade,

Lu attentivement dans ta rubrique « Lettres d'usines » la reconversion chez Gnome et Rhône. D'accord sur le fond, mais pas de conclusions, omission (?), tu ne vas pas jusqu'au bout de la question et tu ne donnes pas la nuance des responsables syndicaux.

Je vais te le dire, moi, ils sont staliniens dans la proportion de 95 0/0 au moins. Tu connais les méthodes pour arriver à ce résultat. Dans une réunion restreinte l'on nomme une commission exécutive à l'esbrouffe, à main levée, l'ouvrier hésitant à prendre sa responsabilité devant ses copains. Cette commission place des hommes sûrs dans tous les postes de l'organisation syndicale qui se chargent de saper toute idée libre, de calomnier tout camarade honnête décidé à l'action revendicative. Il faut voir ces hommes à l'assaut des sinécures, leur collusion servile avec la maîtrise et même la direction, les méthodes de délation, de mouchardage inimaginables qu'ils ont instaurées aux dépens des non-conformistes bien sûr, les autres ayant carte blanche (il y en a un à l'atelier mécanique qui excelle dans ce métier abject). Le résultat est que l'immense majorité des ouvriers, pas très combative, il faut bien le dire, écœurée, est devenue une masse inerte et cotisante, laissant le champ libre aux staliniens qui ont autre chose à faire qu'à s'occuper de la reconstruction.

Notre ami forgeron se souvient du fameux incapable secrétaire syndical, nommé agent technique par la direction, qui voulait faire crever les O.S. aux obus et qu'il a fallu tout de même évincer. Il avait un peu exagéré, le disciple de Stakhanov !

Si notre copain est lésé dans son salaire, ce n'est, certes, pas le cas de l'ex-balayeur placé près de la direction, à on ne sait quel poste.

Voilà ce que j'ai pensé qu'il fallait dire et beaucoup de copains verront la situation chez Gnome et Rhône telle qu'elle existe aussi dans leur boîte. Surtout les « nationalisées », où ils ont pris un si grand ascendant.

On pourrait aussi parler de la gestion des cantines, n'est-ce pas, camarades, il y a trop à dire.

Salut fraternel.

Un ajusteur de chez G.-R.-Gennevilliers.

Une mise au point utile qui éclaire encore la situation chez Gnome. Travailleurs, c'est de vous qu'il dépend que la « démocratie syndicale » ne soit pas un vain mot.

Collaboration 1946

Camarades,

Voici ce qui s'est passé chez Alsthom, à Saint-Ouen, le jeudi 23 mai, où le Comité d'entreprise inaugurait dans la cour de l'usine une plaque commémorative en l'honneur des ouvriers de l'usine morts pendant la guerre, sous la présidence du maire de Saint-Ouen : Lefort.

Les camarades Lamour, du Syndicat des métaux, et Rose Guérin, députée communiste de la circonscription, exaltent le patriotisme de ces ouvriers morts pour que vive la France. Prêchent l'union de tous les Français, ceux aussi, comme le disaient justement Rose Guérin, qui avant la drôle de guerre, décrétaient l'interdit des organisations ouvrières et arrêtaient les militants du P.C.F.

Union aussi peut-être avec ceux qui envoyaient les ouvriers en Allemagne et Lamour en camp de concentration. Lui qui condamne si violemment les horreurs du fascisme, à juste raison d'ailleurs, se fit un plaisir de passer la parole au directeur de l'usine Alsthom qui, d'ailleurs, va prêcher lui aussi l'union et la renaissance française, lui le responsable des morts de qui aujourd'hui il a le toupet de commémorer la mémoire, lui qui les a envoyés se faire tuer en Allemagne.

C'est pourquoi bien des ouvriers se seraient passés de sa présence et auraient préféré entendre dire que leurs camarades morts sous les bombes allemandes pendant l'exode, sous les bombes américaines en Allemagne ou sous les bombes anglaises au bombardement de la Chapelle étaient morts non pas pour la France mais plutôt victimes des appétits impérialistes qui mènent toujours les prolétaires de tous les pays à s'entre-tuer pour le plus grand profit des capitalistes.

*C'est pourquoi cette union de tous les Français ne nous pla